

MIR

RWANDESE GOVERNMENT FORCES

1 MAR 1994 - 15 JAN 1995

UNCLASSIFIED

EL/WG APR 2009

PLEASE RETAIN  
ORIGINAL ORDER

UNARCHIVES

SERIES S-1120

BOX 23

FILE 10

ACC. 1998/0278

# Si le Colonel GASAKE et ses militaires attaquent, nous les anéantirons

KAMBANDA et ses sbires se préparent à attaquer le Rwanda. C'est ce qui ressort de certains documents en notre possession. Dans le document intitulé "Message du Premier Ministre rwandais en exil, Son Excellence Monsieur KAMBANDA Jean, à l'occasion de la mise en place d'une équipe ministérielle restreinte chargée d'organiser le retour de tous les réfugiés rwandais dans leur pays", nous lisons que "le Ministère de la Défense doit organiser, coordonner et diriger toutes les actions de résistance pour la libération nationale".

Que KAMBANDA et ses tueurs sachent que nous les attendrons de pied ferme. Et que nous les anéantirons. Voici les correspondances en question.

Goma, le 04 décembre 1994

A son Excellence Monsieur le Premier Ministre de la République du Zaïre à  
KINSHASA

Objet: Doléances des réfugiés rwandais en rapport avec l'application de la Convention relative au statut de réfugiés.

Excellence Monsieur le Premier Ministre,

La Communauté des Réfugiés Rwandais au Nord-Kivu apprécie les efforts déployés par le Gouvernement Zaïrois pour trouver des solutions satisfaisantes et durables aux problèmes de ces réfugiés.

Cependant, les événements survenus ces derniers temps dans la région nous obligent à attirer l'attention de votre Gouvernement sur les exactions dont les réfugiés rwandais sont victimes et cela, en violation de la Convention relative au Statut des réfugiés entrée en vigueur le 22 avril 1954.

En effet, en dates des 25 et 26 novembre 1994, suite à un cas de vol qui a provoqué la mort d'un militaire Zaïrois, des éléments des Forces Armées Zaïroises se sont livrés au pillage des biens des réfugiés rwandais et de leurs hôtes zaïrois, en tirant dans la foule dans les Centres de Kako, Rubale, Rutshuru et Kiwanja. Plusieurs dizaines de personnes y trouvèrent la mort et beaucoup d'autres ont été blessées.

Il est regrettable qu'au lieu de s'employer à identifier les auteurs de ces vols et élucider les circonstances de la mort de leur collègue, les agents de l'ordre se soient livrés à ces tueries dont a été victime la population innocente qu'ils étaient censés protéger. Signalons en outre que, ce comportement a provoqué la panique chez les réfugiés rwandais installés à Kitumayini et à Jomba de telle sorte qu'une centaine d'entre eux ont tenté une action suicide de rentrer au Rwanda; la moitié d'entre eux ont été tuées par les éléments du Front Patriotique Rwandais (FPR) qui contrôlaient la frontière.

Ces actes scandaleux ont été accompagnés par l'opération de refoulement des réfugiés pour les forcer à quitter leurs abris et réintégrer le camp de Katale déjà sursaturé et non préparé à recevoir un nombre aussi important de réfugiés. C'est ainsi que plus d'une semaine après, ils sont toujours sans abri. Faut-il encore souligner que ce refoulement va à l'encontre de l'esprit des articles 21 et 26 de la Convention relative au Statut des réfugiés? La Communauté de réfugiés rwandais au Nord-Kivu reste convaincue que votre Gouvernement est sensible à cette situation et qu'il fera tout ce qui est en son pouvoir pour faire respecter les dispositions de la Convention susdite et ainsi, éviter la répétition de tels événements. Déjà, des rumeurs circulent qu'une

opération semblable serait prévue à Goma!

De même, la Communauté des Réfugiés Rwandais au Nord-Kivu a été profondément attristée d'apprendre que 37 réfugiés rwandais ont été livrés par les Autorités de la Région du Nord-Kivu aux militaires du Front Patriotique Rwandais alors que cela est formellement interdit par les articles 32 et 33 de la Convention relative au Statut des Réfugiés.

En ce qui concerne la question relative à la sécurité, la Communauté des Réfugiés Rwandais est d'avis que l'application des dispositions prévues par la Convention sur le Statut des Réfugiés à l'art. 1, section A, paragraphe 2, permettra de lui assurer la protection souhaitée. De son côté, elle est entièrement engagée à collaborer avec votre Gouvernement pour identifier ceux parmi les Réfugiés qui se rendront coupables d'actes répréhensibles pour être soumis à la Justice Zaïroise. De toute façon, il faudrait éviter qu'un acte répréhensible d'un réfugié soit imputé à tous les Réfugiés Rwandais.

La Communauté des Réfugiés Rwandais au Nord-Kivu prie le Gouverneur de la Région du Nord-Kivu qui nous lit en copie de surseoir à la mise en exécution de toute mesure de refoulement et d'expulsion à l'endroit des Réfugiés Rwandais en attendant la réponse à la présente requête.

Espérant que le contenu de la présente retiendra votre bienveillante attention, nous vous prions de bien vouloir agréer, Excellence Monsieur le Premier Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Pour la Communauté des Réfugiés Rwandais au Nord-Kivu

La Commission Sociale

NGENDAHIMANA Aloys (sé)

HATEGEKIMANA J. Damascène (sé)

MUTEMBEREZI P. Claver (sé)

RWAJEKARE André (sé)

Copie pour information à:

- S.E. Monsieur le Président de la République du Zaïre KINSHASA

- Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies à NEW-YORK

- Madame le Haut Commissaire des Nations Unies aux Réfugiés à GENEVE

- Monsieur le Président de la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies à GENEVE

- Monsieur le Gouverneur de la Région du Nord-Kivu à GOMA

- Monsieur le Délégué du HCR à GOMA

- Monsieur le Commandant de la 4ème Région Militaire à GOMA

- Monsieur le Directeur du SNIP à GOMA

- Monsieur le Commissaire Urbain à GOMA

- Monsieur le Président de la LDGL à GOMA

**MESSAGE DU PREMIER MINISTRE RWANDAIS EN EXIL, SON EXCELLENCE MONSIEUR JEAN KAMBANDA A L'OCCASION DE LA MISE EN PLACE D'UNE EQUIPE MINISTERIELLE RESTREINTE CHARGEE D'ORGANISER LE RETOUR DE TOUS LES REFUGIES RWANDAIS DANS LEUR PAYS.**

Rwandaïses, Rwandaïes,  
Chers Compatriotes réfugiés,

Après "la victoire militaire" telle qu'annoncée unilatéralement par le FPR en date du 18 juillet 1994, la quasi totalité de la population rwandaïse a préféré le chemin de l'exil plutôt que de se faire massacrer par ce dernier.

Ainsi, on estime que les réfugiés rwandaïes qui ont fui les massacres du FPR se répartissent comme suit:

1) ZAIRE: Région Nord-Kivu:

3.000.000 habitants;

Région Sud-Kivu: 1.000.000 habitants;

Ailleurs au Zaïre: 50.000 habitants.

Sous-total Zaïre: 4.050.000 habitants.

2. TANZANIE

500.000 habitants

3. BURUNDI

300.000 habitants.

4. AILLEURS DANS LE MONDE

50.000 habitants.

Total des réfugiés hors du Rwanda: 4.900.000 habitants.

Des informations récentes nous parviennent selon lesquelles le FPR a intensifié les massacres dans l'ancienne zone dite turquoise, aujourd'hui entièrement sous contrôle du FPR ce qui explique l'afflux des réfugiés qui continuent à fuir vers le Zaïre.

Si l'on sait qu'avant le déclenchement de la guerre par le FPR en octobre 1990, la population rwandaïse était estimée à environ 7.500.000 habitants et que cette guerre aura coûté la vie à près de deux millions de rwandaïes, on peut estimer la population restée au Rwanda à 600.000 habitants composés essentiellement de vieillards et d'orphelins qui n'ont pas pu fuir les exactions du FPR. L'on peut donc affirmer que le FPR n'a pas réussi à gagner la confiance de la population qui l'a massivement fui, malgré ses multiples appels au retour au Rwanda.

L'impression générale ressentie par cette population qui a suivi ses institutions légitimes dans leur exil et qu'elles ne se manifestent pas de façon satisfaisante comme son porte-parole et que par conséquent ce peuple se sent comme abandonné à lui-même.

Convaincu que les

doléances du peuple rwandaïes en exil forcé doivent en tout temps être entendues par ses représentants légitimes malgré une conjoncture qui leur est particulièrement défavorable et qui se caractérise par un embargo à la fois militaire, diplomatique, médiatique, humanitaire, etc..., lesdits représentants légitimes du peuple rwandaïes regroupés dans les institutions suivantes: Présidence de la République, Gouvernement, Assemblée Nationale, Armée Rwandaïse, ont décidé de mettre en place un cabinet ministériel restreint chargé d'organiser le retour de tous les réfugiés rwandaïes dans leur pays.

Le principe du maintien de toutes les institutions que le peuple rwandaïes a librement choisi de suivre a été réaffirmé comme seul contre-poids valable à l'accréditation du Gouvernement et autres institutions mis en place par le FPR à Kigali.

Cependant, compte tenu de la conjoncture qui prévaut actuellement, il a été jugé opportun d'opérer une compression et un regroupement des départements ministériels qui existaient avant l'exil du Gouvernement, pour mieux répondre aux multiples besoins des réfugiés rwandaïes.

Concrètement, il est créé un cabinet restreint comprenant 7 départements avec à leur tête 7 Ministres choisis selon leur compétence, leur capacité d'ouverture et l'engagement dont ils ont fait preuve pour le service à la population rwandaïse réfugiée.

Les attributions des anciens ministères seront regroupées au sein de ces "nouveaux départements". Les moyens matériels, humains et financiers disponibles seront affectés à ces départements selon leur plan d'action et les exigences des objectifs à atteindre.

Ces 7 départements ministériels sont les suivants:

1) Ministère des Affaires Sociales et des Réfugiés qui regroupe les anciens départements ministériels

ci-dessous:

- Intérieur et Développement Communal;
- Travail et Affaires Sociales;
- Famille et Promotion Féminine;
- Santé Publique;
- Jeunesse et Mouvement Associatif;
- Enseignement Primaire et Secondaire;
- Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique;
- Fonction Publique.

2) Ministère de l'Information:

3) Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération:

4) Ministère du Patrimoine et de l'Equipe: regroupant les anciens Ministères:

- des Finances et de l'Economie;
- des Travaux Publics et de l'Energie;
- des Transports et des Communications;
- de l'Agriculture et de l'Elevage;
- du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat;
- de l'Environnement et du Tourisme.

5) Ministère de la Défense: comprenant en plus des attributions de l'ancien Ministère de la Défense, certaines attributions des anciens Ministères de l'Intérieur et du Développement Communal, de la Jeunesse et du Mouvement Associatif ayant un rapport avec la défense et la sécurité.

6) Ministère de la Justice.

7) Ministère de la Mobilisation et de la Jeunesse regroupant les anciens départements ministériels de l'Intérieur et du Développement Communal ainsi que celui de la Jeunesse et du Mouvement Associatif dans ce qu'ils ont de relatif à la mobilisation et à la jeunesse.

## **II. Mission du Nouveau Cabinet Ministériel Restreint**

1. Rassembler les rwandais, sans discrimination d'ethnie, de religion,

de région et autres au tour des valeurs républicaines et autres acquis de la révolution socio-politique de 1959, en vue de galvaniser toutes les forces pour le recouvrement de la souveraineté nationale.

2. Organiser la résistance populaire pour la libération nationale, en vue de la mise en place d'un système politique réellement républicain et démocratique, soucieux du développement économique; social et culturel du pays.

3. Entretenir les relations existantes avec le monde extérieur et créer de nouveaux réseaux de relations diplomatiques, politiques et médiatiques.

4. Gérer rigoureusement le patrimoine et rechercher de nouveaux moyens matériels et financiers nécessaires pour répondre aux besoins sociaux et culturels des réfugiés et assurer la libération nationale.

5. Organiser un réseau efficace de communication entre la population à l'intérieur du Rwanda, les réfugiés et les différents organes d'encadrement et d'animation.

6. Promouvoir la protection et la défense des droits de l'homme.

## **III. ATTRIBUTIONS DE CHAQUE DEPARTEMENT MINISTERIEL.**

### **III.1. MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DES REFUGIES.**

Le Ministère des Affaires Sociales et des Réfugiés qui a pour tâche principale de s'occuper de l'encadrement des réfugiés, doit entre autres:

- Mettre en place des structures d'encadrement des réfugiés par camp, région ou même par pays en s'appuyant sur les conseillers communaux, les bourgmestres, les préfets, les députés, etc..

- Faire régulièrement état des besoins réels des populations réfugiés en matière alimentaire,

sanitaire; en eau potable, en cheeting, etc...

- Servir de courroie de transmission des informations de la base vers le sommet et vice-versa.

- Participer à l'encadrement scolaire tant des écoliers du primaire, des élèves du secondaire que des étudiants du supérieur.

- Assurer la protection de la famille et la promotion féminine dans les camps des réfugiés.

- Promouvoir le mouvement associatif et de jeunesse dans les camps des réfugiés.

- Assurer la participation de l'élite nationale dans l'action d'encadrement général de la population.

### **III.2. MINISTERE DE L'INFORMATION.**

Le Ministère de l'Information doit tenir les réfugiés rwandais régulièrement informés de la situation qui prévaut aussi bien dans les différents camps, au Rwanda que dans le monde entier. De même celui-ci doit régulièrement recevoir des informations sur la vie des réfugiés rwandais et leur position sur ce qui se passe dans leur pays.

Pour ce faire, le Ministère de l'Information devra:

- Mettre en place un bulletin de liaison et d'information intercamps.

- Mettre en place un système d'antennes permanentes aussi bien dans les différents camps au Rwanda que d'autres pays.

- Nouer des contacts avec les principales agences de presse pour échange d'informations.

### **III.3. MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION.**

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération aura pour mission d'entretenir les

relations existantes avec le monde extérieur et de créer de nouveaux réseaux de relations diplomatiques, politiques et médiatiques.

Dans cette optique, il devra entre autres:

- Faire de la propagande et de la recherche d'alliés sur le cheval de bataille de notre diplomatie.
- Promouvoir et tisser un réseau d'information et de propagande plus présent dans la sous-région et ailleurs dans le monde.
- Rechercher activement de nouveaux réseaux de relations plus engagées pour notre cause tant sur le plan financier, politique, diplomatique que médiatique.
- Promouvoir des relations agissantes avec les organismes humanitaires chargés du secours aux réfugiés rwandais.

#### **4. MINISTERE DU PATRIMOINE ET DE L'EQUIPEMENT.**

Le Ministère du Patrimoine et de l'Equipeement doit s'occuper de la gestion la plus parcimonieuse possible du peu de ressources dont dispose la collectivité des réfugiés rwandais.

#### **5. MINISTERE DE LA DEFENSE.**

Le Ministère de la Défense doit organiser, coordonner. et diriger toutes les actions de résistance pour la libération nationale.

#### **6. MINISTERE DE LA JUSTICE.**

Le Ministère de la Justice qui s'occupera de la protection et de la défense des droits de l'homme devra:

- Informer le public des droits universels des réfugiés.
- Déterminer les aspects juridiques du problème rwandais et proposer des solutions adéquates.
- Défendre en tout temps et en tout lieu les intérêts des réfugiés rwandais.

- Préparer des documents explicatifs de l'agression dont a été victime le Rwanda.

- Rendre public et expliquer le contenu de l'Accord de Paix d'Arusha en particulier la partie concernant le partage du pouvoir.

- Rendre public la liste de toutes les exactions et les victimes du FPR.

- Expliquer au public le droit international face au génocide.

- Suivre de près et préparer la défense contre le jugement qui pourrait être intenté contre les prétendus auteurs des massacres au Rwanda.

#### **7. MINISTERE DE LA MOBILISATION ET DE LA JEUNESSE.**

Le Ministère de la Mobilisation et de la Jeunesse qui doit rassembler et mobiliser tous les Rwandais sans discrimination aucune, autour des valeurs républicaines et aux acquis de la Révolution socio-politique de 1959 en vue du recouvrement de la souveraineté nationale, doit notamment:

- Expliquer au peuple rwandais et à l'opinion internationale l'histoire du Rwanda et la genèse des antagonismes ethniques au Rwanda.

- Situer et expliquer les fondements idéologiques et historiques de la Révolution socio-politique de 1959.

- Montrer le vrai visage du FPR et dénoncer à l'opinion tant rwandaise qu'internationale ses visées hégémoniques et monarchistes.

- Expliquer au peuple rwandais les principes universels de toute démocratie.

- Elaborer des thèmes mobilisateurs de tout le peuple rwandais en particulier et de la sécurité autour des principes de paix -unité- démocratie. Chaque Ministre se fera conseiller par une

commission technique de haut niveau.

Cette commission se chargera entre autres d'établir des plans d'actions précis ainsi que les étapes d'évaluation de ceux-ci.

#### **IV. TITULAIRES DES DEPARTEMENTS MINISTERIELS COMPOSANT LE CABINET RESTREINT**

IV.1. Ministère des Affaires Sociales et des Réfugiés: Monsieur KALIMANZIRA Callixte.

IV.2. Ministère de l'Information: Monsieur KALINGANIRE Joseph

IV.3. Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération: Monsieur Jérôme BICAMUKO AK.

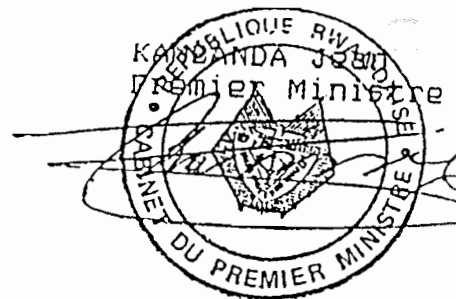
IV.4. Ministère du Patrimoine et de l'Equipeement: Monsieur HABAMENSHI Innocent.

IV.5. Ministère de la Défense: Colonel GASAKE.

IV.6. Ministère de la Justice: Maître MBONAMPEKA Stanislas.

IV.7. Ministère de la Mobilisation et de la Jeunesse: Monsieur KAYOGORA Frédéric.

Fait à BUKAVU, le 1er Novembre 1995.



(2) Message à diffuser dans tous les camps des réfugiés.

Rédaction, Composition, Direction, Mont  
NKULIZA AMIEL

FGR.

## MEMORANDUM ON THE POLITICAL SITUATION IN RWANDA

ADDRESSED TO THE INTERNATIONAL COMMUNITY

FROM THE EXILED GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF RWANDA  
-----

The political developments in Rwanda these past few months, the tragic circumstances affecting millions of Rwandans (refugee and non-refugee), the lack of security in all R.P.F. controlled territory, the urgent need for a political solution to the Rwandan crisis and the firm willingness of the exiled Rwandan Government to bring about an era of peace and promote the peaceful return of all Rwandan refugees, have made it necessary to restructure this Government, which currently has only 9 ministries as opposed to 20.

The new team is composed of only 4 former ministers, the remaining 5 are new faces. It is in the framework of this restructuration and with the goal of preparing the return of all the Rwandan refugees to our country that the present memorandum was prepared and addressed to the international community.

1. The Rwandan people have been martyred and murdered. Theirs is a picture of horror and desperation, they appear divided into two opposing groups of hereditary enemies. They have been humiliated as human beings.

2. Whether in our ravaged land or cooped up in makeshift camps, the survivors of the Rwandan tragedy must not perish because, regardless of our political affiliation, we would be guilty of crimes against history. These survivors deserve peace, they deserve a roof over their heads. They deserve dignity.

3. The exiled Rwandan government launched an appeal for all Rwandans to bury their hatchets and rifles. It calls for an end to all hostilities and an end to all atrocities. But to accomplish this, it needs the cooperation of the international community. It calls upon all Rwandans to work towards national reconciliation the reconstruction of the their poor country destroyed by a four-year war.

4. The legitimate government of Rwanda, currently refuged abroad, is convinced that only a political solution can help all Rwandans, at home and abroad, to reconcile their differences. It is ready to work toward this end and is ready to assume its responsibilities. It is pushing for dialogue and the pursuit of the democratic process. It is convinced that, together, the Rwandans can rebuild a nation for generations to come.

5. The exiled government of Rwanda desires a swift return of Rwandan refugees to our country. This return must be organized and preceded by the implementation of sufficient guarantees in the areas of politics, security, and property rights. These guarantees will arise from a dialogue among Rwandans with the

help of the international community.

6. The exiled Rwandan government is asking the UN, OAU, and all humanitarian organizations which have done so much for the Rwandan people to restore the trust and security of Rwandans and also to exert a calming influence.

7. Rwandan society and the Rwandan state are in a serious crisis. The latter is characterized as follows:

- a. The failure of the Arusha peace process;
- b. The RPF's blocking of the democratic process through the use of arms;
- c. Unprecedented massacres among the civilian population, political assassinations, summary executions, arbitrary arrests and detentions;
- d. A massive exodus of populations into the neighboring countries or displaced persons within the country;
- e. The massive destruction of the national heritage;
- f. The systematic seizure of property belonging to refugees or displaced persons by both Rwandans and foreigners;
- g. The presence of considerable risks regarding the destabilisation of the countries in our sub-region.

8. The exiled government of Rwanda would like to take this opportunity to thank its neighboring countries for the generous welcome it extended to the Rwandan refugees. These countries, Zaire in particular, have suffered severe damage as a result of massive influx of refugees.

9. The absence of legitimacy and the unrepresentativeness of political institutions set up by the RPF in Rwanda constitute a major source of instability. What is more without an effective sharing of power, constitutional legitimacy, rule of law or without an active civilian society, all efforts to resolve the Rwandan conflict would be in vain since further conflicts would inevitably follow. Thus the need for a demilitarizing policy in Rwanda, for the encouragement of the rule of law, and for a truly civilian Rwandan society.

10. In a demilitarizing policy, the international community in general must mobilize all its available means to achieve a sustainable political solution that would facilitate power sharing, democracy and human rights.

11. A responsible political dialogue is the only path towards a solution to which a great majority of Rwandans would adhere.



## **I. A FEW HISTORICAL ASPECTS OF THE RWANDAN PROBLEM.**

In developing a few of the sociological and historical aspects of Rwanda, we do not seek to "explain" the drama experienced by Rwanda, since no rational explanation for this drama can be found. However, an understanding of Rwandan society in sociological, historical and political terms is essential if we want to contribute to the construction of a new Rwandan society, a society respectful of established standards of democracy, justice, Human Rights and tolerance.

### **1.1 POPULATION AND MECHANISMS OF POLITICAL DOMINANCE.**

The Rwandan people recognize three components in their society: the Hutus, the Tutsis, and the Twa, whose roles in society were very different until the Social Revolution of 1959. It is generally recognized that the three ethnic groups that make up the people of Rwanda came to the country in successive waves. The first were the Twa, who were mainly nomadic hunters and potters.

The second wave of immigration was made up of the Hutus who gradually occupied the country and were mainly farmers. At the end of this occupation, Rwanda was a mosaic of kingdoms. The Tutsis are said to have arrived between the 12th and 15th centuries. A nomadic people, the Tutsis are said to have become sedentary after several years of occupying the territory.

The conquest of the Hutu kingdoms by the Tutsis was used to justify the establishment of hereditary groups through which were perpetuated the roles of victor and vanquished, with the Tutsi group adopting the ethnic inequality ideology that goes along with it. The relations between those dominating and those dominated were framed in a special system of enslavement called "Ubugake", which was to be used to justify, stabilize and reinforce the social, economic and political dominance of the Tutsi.

Any lasting solution to the present Rwandan problem must first understand the relationships that existed between the three different components of Rwandan society throughout the country's history. It is certain that a political, sociological and historical analysis will show anyone who has not yet done so, that one of the fundamental causes of the drama lies in the fact that the three Rwandan ethnic groups generally coexisted, but without really integrating.

Under the German and Belgian colonial regimes, and with indirect rule, the power and myth of the Tutsis was reinforced, legitimizing the dominance of one ethnic group over the others. On the whole, the colonial administration attempted to discourage the two other components of our society from making any political, economic, cultural and social claims. So that the social claims of the latter and the injustices committed against them by the minority dominating ethnic group were usually ignored by colonial powers. Missionary Churches also have a share of the responsibility.



The Social Revolution of 1959 expressed a social mutation, a break provoked and carried out by the actions of the people to end their enslavement. It therefore marked an apparently definite end to a period of its history and the beginning of an absolute and immediate new era of their history.

As an agent in this break, the 1959 Revolution was at the origin of new living conditions and brought out the hidden discourse through which it expresses the changes that the former Society had refused to recognize. The Republic, adopted after UN-organized referendum on 25 September 1961, serves as the symbol and consecration of its achievements. The 1959 Revolution thus became the beacon of democracy.

Indeed, on 1 September 1990, Rwanda was attacked by an army essentially made up of soldiers from the National Resistance Army (N.R.A.), the regular Ugandan army, joined by a number of Rwandan refugees. The assailants, claiming to fight for a "Rwandan Patriotic Front" numbered originally some 10,000 men.

Rapidly the Rwandan army was able to contain this advance, and then counterattacked, but the massive backing that the RPF continued to receive from foreign powers, especially Uganda which served as a base, allowed the RPF to carry out attacks on a larger scale which allowed it to conquer part of the territory of Rwanda.

The backbone of the invading force was made up of Rwandan elements, but who were also members of the N.R.A.. They wore the uniform and weaponry of the Ugandan army. President Museveni himself was to declare to the press on 10 October 1990: " I doubt very much that the troops that are there (Rwanda) can defeat the rebel force. Some of them (the rebels) are our best people".

Under pressure from the UN, the OAU and certain other countries, the RPF had to agree to negotiate with the Government of Rwanda. These negotiations, interrupted by several violations of the Cease-fire by the RPF, resulted in the Arusha Peace Accord dated 4 August 1993.

During the war, it was discovered that amongst the ranks of the invaders, were many soldiers of Ugandan nationality, that is full Ugandan citizens, some having received leave for the period of the war.

## 1.2. CAUSES OF THE CONFLICT

The Rwandan conflict finds its origin in the conjunction of several factors, some internal, the others external.

### a. The hegemonic desires of President Museveni of Uganda.

Without the backing of Uganda (base, material, financial, logistical, political and diplomatic help...), the RPF would not only have been unable to seriously threaten the peace of Rwanda, but would not have dared to violate the various successive cease-fire agreements. Material proof exists of the involvement of Uganda in the aggression directed at Rwanda; we can mention the arms and trucks seized.

President Museveni has the ambition of establishing an empire which would federate Uganda with Rwanda, Burundi and Eastern Zaire. To do this, he relies on closely-related minority ethnic groups, such as the Tutsi and his own group, the Hima.

Rwanda occupied by the RPF, Burundi destabilized; only Zaire is left, or at least its Eastern part.

### b. Undeclared strategic, economical and linguistic stakes.

In their campaign of aggression against Rwanda, Uganda and the RPF benefited from the massive backing of certain powers which had either strategic interests to defend, or wished to gain a durable and massive foothold in the sub-region. How else can one explain that most anglo-saxon great powers spared no efforts in ensuring a RPF victory!

Rwanda is a small and poor country, with no significant natural resources. It is not therefore, a country likely to interest, in itself, great powers. However, Rwanda does occupy a strategic position between Central and Eastern Africa and between Southern and North-Central Africa. It is in an area with countries of enormous wealth such as Zaire, Angola and Zambia. If one looks at their human potential, these countries could become huge markets in a not too distant future.

The Rwandan crisis has revealed a unprecedented linguistic conflict in the sub-region, between French and English. Rwandans are thus victims of hegemonic quarrels and strategic stakes that go far beyond them.

How else can one explain the intervention of British and American soldiers in Kigali (the capital of Rwanda) last july, without an international mandate? Whilst Rwanda remains under an embargo decreed by the Security Council of the United Nations, large quantities of military equipment were given to the R.P.F., without UNAMIR being able to carry out the appropriate checks. What will this equipment supplied to the R.P.F. be used for, when its military victory has already been proclaimed?

The "Executive Intelligence Review" magazine, after carrying out a study, published in its 33rd edition vol 21 on 19 August 1994, an article entitled "The British Hand Behind the Horror in Rwanda". It is appropriate to quote certain passages from this article.

It is stated: " The annihilation of the country of Rwanda - the mass slaughter of hundreds of thousands of people, the dislocation of 5 million of its 7 million people in disease - ravaged refugee camps both inside and out the country -- is the direct result of operations put into place by British intelligence. The key regional linchpin in the operation is Ugandan President MUSEVENI, who for his own delusionary motivations, has been recruited to carry out British geopolitical ambitions in the region. The policy is being case-officered by Linda CHALKER, Minister of Overseas Development, formerly the British Colonial Office".

The same magazine later adds: " Without effective intervention to bring a halt to British geopolitical designs for the destruction of the African nation-states and depopulation of the African continent, the horrific events that have taken place in Rwanda since early April 1994, will be repeated, on a far greater scale, in country after country".

Mr Brian Atwood, Director of USAID declared before the American Congress, on 26 July 1994, the following: "the Rwanda debacle has the potential to destabilize the entire region. The massive movement of refugees and the continuing threat of renewed civil strife could trigger similar situations in Burundi, Zaire, and Kenya, and could spill quickly across borders throughout the Horn (of Africa) and Central Africa".

However, in January 1994, that is after the failure of the first attempt to set in place political institutions in the framework of the Arusha Peace Accord, expert-strategists of the African Department of the British Defence Ministry based in Angola were transferred to Mulindi, the R.P.F. headquarters in Northern Rwanda.

These elements demonstrate the existence of important stakes, especially for anglo-saxon countries, Rwanda being a launching point for the latter in the defence and/or preservation of their interests.

The aim being obviously to achieve a geopolitical reordering planned by certain countries without taking into account the will of the populations of the sub-region and in flagrant violation of the Charter of the OAU, particularly in regards to the principle of the inviolability of borders inherited from colonization! The security of states in the Sub-region might be seriously threatened should the Rwandan conflict not rapidly find a lasting political solution.

**c. A relatively high number of Rwandan refugees**

In October 1990, The Office of the High Commissioner for refugees (UNHCR) put the number of Rwandan refugees at some 500,000 people. These refugees being the consequence of the popular and social Revolution of 1959 which put an end to the minority feudal and monarchical regime which had been oppressing for so long the people.

This revolution was marked by bloody events, as a result of the violent policy pursued by the royalist political party UNAR (dominated by the Tutsi governing class). It led to the displacement of Rwandan both inside and outside the country. Thus was born the Rwandan refugee problem. In 1959 they numbered a few thousand, mainly belonging to the Tutsi ethnic group.

Following the failure of the armed attacks launched between 1960 and 1967 by these refugees, many other Tutsis went into exile. The leaders of the young Rwandan Republic attempted to resolve the refugee problem. A ministry to deal with refugee affairs was created to this effect. Unfortunately, the intransigence of the refugees, their thirst for revenge, and their unwillingness to become reconciled with the other Rwandans made it impossible to find a lasting solution.

The war imposed on Rwanda by the R.P.F. from 1 October 1990 onwards wiped out the government efforts to find a satisfactory solution to the problem of Rwandan refugees. Rwanda had already opened negotiations with Uganda and the UNHCR, in an attempt to find a solution to this problem.

The RPF's attack demonstrated that they were not interested in a peaceful resolution to the refugee problem.

**d. The quest to reconquer power lost during the popular revolution of 1959**

The social class which lost power in 1959 continued to harbor ambitions for a forceful reconquest. These ambitions translated into successive armed attacks launched against the young republic between 1960 and 1967. Between 1967 and 1990, the revenge movement acquired new alliances when it was recruited in Yoweri Museveni's guerilla movement in Uganda. The R.P.F.'s attack on 1 October 1990 was the result of 30 years of planning a war of vengeance.

**1.3 The Assassination of President Juvenal Habyarimana of Rwanda and President Cyprien Ntaryamira of Burundi**

On 6 April 1994, His Excellency President Juvenal Habyarimana of Rwanda and His Excellency President Cyprien Ntaryamira of Burundi perished when the Rwandan president's plane was struck by two missiles shortly after takeoff from the international airport in Kigali where security had been assured by the soldiers of the United Nations Assistance Mission in Rwanda.

The exiled Government of the Rwandan Republic lays the blame for this assassination on the RPF which already had 600 soldiers in Kigali at the time.

The two heads of state had recently attended a summit of all the countries in the sub-region which, though initially convened to study the political problems in Burundi, had eventually led to discussions on the political problems in Rwanda. It is important to recall that the aforementioned meeting was convened by the Tanzanian head of state and facilitator in the Arusha Accords, at the insistence of President Yoweri Museveni of Uganda, and at the request of a delegation from the United States Department of State which was passing through on its way to Kampala.

The assassination of the President of the Republic on 6 April 1994 constituted the start of an armed offensive by the RPF on all fronts which became widespread by 7 April 1994. The assassination had a deciding role in triggering the massacres which cast a dark shadow over Rwanda throughout the war.

The Rwandan government established on 9 April 1994, 3 days after the President's assassination and the start of the massacres, was in no way responsible for the planning and execution of these massacres which it deplores and has never ceased to firmly condemn.

On the contrary, immediately following its formation, the government made every effort to halt this carnage. But the pressures of war imposed by the RPF on all fronts was so strong that the government no longer had the means to put an end to these massacres.

In addition, it is necessary to underline the international community's responsibility in the Rwandan tragedy. Firstly, we know that Ugandan and Anglo-Saxon forces provided massive support to the RPF as it prepared for and waged this war.

Secondly, following the assassination of the President of the Rwandan Republic and the widespread offensive by the RPF, the international community and UNAMIR abandoned Rwanda at a time when Rwanda was in most need of their help.

The exiled government of Rwanda favors the establishment of an international tribunal as stipulated in Resolution 918 of the United Nations Security Council to judge those responsible for the crimes which have cast a shadow over our country since 1 October 1994. The government also aims to reinforce the rule of law in Rwanda and, with the help of the international community, adopt instruments which will prevent the reoccurrence of events similar to the one facing Rwanda at present.

If the terms of this resolution are respected then the tribunal in question should judge not only the crimes committed in the area controlled by the Rwandan government throughout the war, but also those committed in areas under the control of the RPF before and after its "military victory" as well as those committed in

the buffer zone controlled by UNAMIR.

#### **1.4 The RPF "Military Victory" and the Exodus of the Rwandan people**

The RPF's "Military Victory" opened the eyes of the international community to the Rwandan reality. Since the start of the RPF's offensive on 1 October 1990, the people chose sides and abandoned the areas conquered by the RPF. The RPF's military methods, its numerous human rights violations, and the massacre of innocent people led to the displacement of hundreds of thousands of persons within the country.

Remember that before the assassination of the President of the Republic on 6 April 1994, Rwanda had around 1 million displaced persons who fled the advancing RPF forces. The number of persons displaced by the RPF increased considerably after this date because the RPF intensified its massacre of the innocent people in its path.

The RPF's "military victory" only increased the number of persons fleeing the country. For these people, exile was their only salvation. The number of Rwandan refugees, estimated around 4.5 million persons, is unprecedented in history and warrants the attention of the international community.

Remember that around 1 million persons were unable to flee Rwanda because of fatigue or the great distance they had to travel. These persons were subject to the RPF massacres and deserve the undivided attention of the international community.

## **II. The Present Challenges of the Rwandan People**

In order to survive, the Rwandan people must resolve the following formidable challenges:

- 2.1. Settle internal conflicts;
- 2.2. Settle the Rwandan refugee problem;
- 2.3. Re-establish constitutional order;
- 2.4. Reinforce human rights and democracy;
- 2.5. Rapidly create conditions favorable to sustainable development; and
- 2.6. Rebuild all aspects of Rwandan society.

The exiled government of Rwanda underlines that for decades or even centuries Rwandan society has been burdened with a number of constraints and rigidities which must be eradicated to allow for the formation of a new society which leaves room for imagination, private initiative, entrepreneurship, in short, citizen participation.

Such action requires a revolution of ideas to renew the thoughts and actions of Rwandans in general. This is the only way we will conquer the conservatism and conformism in our society.



This society is willing to change provided it understands its place in the proposed objectives and that the required efforts are debated openly and distributed equally. To give up or to do nothing would condemn Rwandans as well as all the people of the sub-region.

The Rwandan people must not succumb to resignation because they are not the victims of a curse. Rwandans must convince themselves that they are and will remain the masters of their destiny. Their country will become everything they have ever wanted it to be.

Thus they face one great challenge. They must build a new Rwanda society characterized by solidarity, unity, peace, social cohesion, social progress, and openings of all kinds to all the peoples of Africa and the world.

### III. Objectives

Rwanda is adrift. The objective to save and serve the Rwandan state and nation obliges Rwandan political officials to instill among the people a willingness to live together and above all to encourage everyone's participation in this effort. A failure to recognize this situation and to commit to this path will constitute a failure to render assistance.

It is for this reason that the exiled Government of Rwanda solemnly invites the international community to commit to a certain number of the goals listed below which will give the Rwandan people back their dignity and help them reconcile and rebuild their country. The objective are as follows:

- 3.1. To serve and help preserve the Rwandan state and nation;
- 3.2. Rapidly resolve the refugee problem;
- 3.3. Help bring hope to the Rwandan people by showing them that the tragic situation they are now experiencing is in no way permanent and that all is not lost in Rwanda.
- 3.4. Contribute to the installation of a true democracy in Rwanda.

Resolving the refugee problem is an absolute priority. Everything else is secondary. This task is far more important than the realizations of objectives such as reconstruction, economic growth, controlling inflation, or reducing public and foreign debt. The resolution of this problem is an investment which in turn will bring high returns.

The international community, the Rwandan government in exile and the Rwandan refugees asked the RPF government to guarantee the safe return of Rwandan refugees to their country, but the RPF government practices a policy of double standards. Though it states that it wants the return of all refugees, in reality it only encourages the return of the former Tutsi refugees who, once in Rwanda, savagely seize the houses and lands of the recent refugees.

Thus it practices a policy of racial or ethnic discrimination and it is difficult to imagine how persons whose houses were occupied by those persons in power or their associates, can hope to safely return and recuperate their property. Thousands of Hutu refugees who decided to return to Rwanda and who dared to try to recuperate their homes have already been abducted and then assassinated by RPF soldiers under the pretext that they were implicated in the massacre of the civilian population.

Rwandan cities are occupied almost exclusively by former Rwandan refugees who have returned from Burundi and Uganda but also by Ugandan and Burundi citizens. More Swahili, English, Kinyarwanda, and Kirundi is spoken in Kigali than Kinyarwanda or French - the two official languages of Rwanda.

One must recognize that the Rwanda people cannot resolve this crisis in that state at which they are entering the country. Thus our government appeals to the Rwandan people to establish a true "contract for progress" - a social and political contract, a contract for solidarity for national reconciliation and a common restructuration of their country.

#### **IV. The role of the International Community**

Without the help of the international community, the Rwandan problem may not find a long lasting solution.

The Rwandan conflict was characterized by foreign interventions and it would seem that as yet undeclared strategic stakes are at work behind this serious conflict. It is for this reason that the International Community must undertake a responsible action with the aim of bringing about a lasting political solution based on dialogue. This intervention should include the execution of the following actions:

- 4.1 The rapid deployment of Human Rights observers in sufficient number, in each Rwandan commune, in other words, a minimum of 500 people;
- 4.2 A redefinition of the UNAMIR mandate which should be restructured and given new impetus accordingly, so as to eliminate the weaknesses and failures which it continues to demonstrate;
- 4.3 The rapid organization of a dialogue between, on the one hand, the United Nations, the O.A.U., the European Union and the representatives of the observer countries to the Arusha Peace Accords, and on the other, the representatives of the Rwandan refugees, most of whom are in Zaire, so as to evaluate together the possibility of a political solution to the Rwandan conflict;
- 4.4 The holding of an "International Conference" on Rwanda which would bring together the representatives of the Rwandan refugees, the main Rwandan political actors,

the representatives of the United Nations, the O.A.U. and of the European Union, and those from the observers countries at the Arusha negotiations.

This conference would be held in an African country with the financial backing of the International Community. It would be given the mandate of studying the nature of the Rwandan conflict and the repercussions for the security of the sub-region, with a particular stress on the problem of the refugees and the formulation of recommendations, the most pertinent of which would be put into effect with guarantees from the International Community.

The resolution of the Rwandan conflict would require a sociological and historical study of the Rwandan people, if one wants to find a lasting solution.

4.5 Referring to the recommendations put forward by the International Conference on Rwanda, preparation of an action plan under the responsibility of the International Community and its execution.

This procedure should lead to:

- a) Establish peace and tranquility in the country;
- b) Guarantee the safety of all Rwandans, on the national territory and outside;
- c) Repatriation of all Rwandans, and the return of their goods;
- d) Setting up a broad-based consensus government and the creation of a National Unity Army;
- e) Allow the citizens of Rwanda to democratically choose its political leaders;
- f) Guarantee the equality of rights and opportunities for all Rwandans;
- g) Set up a faultless social justice;
- h) Reconcile the citizens with their justice through a profound reform of the magistrature;
- i) Bring political and administrative leaders to assume their responsibilities for their acts;
- j) Guarantee national cohesion and solidarity between Rwandans in both time and space.

The exiled Rwandan government would like to use this opportunity to launch an appeal to the international community so that it takes initiative meant to favor a lasting political solution to the Rwandan crisis and to allow the different people of the sub-region to live in peace and harmony.

The exiled Rwandan government appeals for help to restart the education of refugee children and for their supervision. It estimates that one million young Rwandan refugees need education. Hundred of thousands of young Rwandans have a right to schooling in primary, secondary and higher education.

The survival of Rwandan refugees and therefore of Rwanda depends

largely on the safekeeping and development of these human resources. We therefore believe that the international community might usefully takeover the training of part of this youth according to formulae to be decided.

The exiled Rwandan government calls upon the solidarity of the international community so that this youth, the Rwanda of tomorrow, is not sacrificed by injustice and the fait accompli.

Done in BUKAVU (Republic of Zaire), 14 October 1994.

For the exiled Rwandan government :

Jérôme BICAMUMPAKA

Minister of Foreign Affairs and Cooperation

ed me

L

Jed

S. Bro

# MEMORANDUM SUR LA SITUATION POLITIQUE DU RWANDA,

## ADRESSE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE

### RWANDAISE EN EXIL, A LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE.

L'évolution politique du Rwanda au cours des derniers mois, la situation tragique dans laquelle se trouvent les millions de rwandais (réfugiés ou non), l'insécurité qui règne sur tout le territoire contrôlé par le F.P.R., l'urgence d'une solution politique au conflit rwandais et la ferme volonté du Gouvernement Rwandais en Exil de contribuer à l'avènement d'une ère de paix et au retour pacifique de tous les réfugiés rwandais, ont nécessité une restructuration de ce Gouvernement qui ne compte actuellement que 9 départements ministériels au lieu de 20.

Dans la nouvelle équipe ne figurent que 4 anciens Ministres, les 5 autres étant de nouvelles personnalités. C'est dans le cadre de cette restructuration et de cet objectif de préparer le retour de tous les réfugiés rwandais dans notre pays, que le présent mémorandum a été conçu pour être adressé à la Communauté Internationale.

1. Le peuple rwandais est martyrisé, meurtri. Il offre un visage d'horreur et de désespoir et apparaît comme divisé entre groupes devenus ennemis héréditaires. Il est humilié dans sa condition d'homme.

2. Qu'ils soient à l'intérieur de notre pays ravagé, qu'ils soient parqués dans des camps de fortune, les survivants de la tragédie rwandaise ne doivent pas périr, car quelle que soit notre appartenance politique, nous serions coupables d'un crime contre l'histoire. Ces survivants méritent la paix. Ils méritent un toit, ils méritent la dignité.

3. Le Gouvernement Rwandais en Exil lance un appel à tous les Rwandais pour qu'ils enterrent leurs haches de guerre et leurs fusils. Il appelle à la fin de toutes les hostilités et à la fin de toutes les exactions. Mais pour cela, il a besoin du concours de la Communauté Internationale. Il appelle tous les Rwandais à la réconciliation nationale et à la reconstruction de leur pauvre pays détruit par une guerre de quatre ans.

? wuxu huxAntu on recod t. hillece/ina G? /

4. Le Gouvernement Légitime de la République Rwandaise, réfugié actuellement à l'étranger, est convaincu que seule une solution politique peut aider tous les Rwandais, de l'intérieur comme de l'extérieur, à se réconcilier avec eux-mêmes. Il est disposé à oeuvrer dans ce sens et est prêt à prendre ses responsabilités. Il prône le dialogue et la poursuite du processus démocratique. Il est convaincu qu'ensemble, les Rwandais peuvent reconstruire une Nation pour les générations à venir.

reign/ol/

11

5. Le Gouvernement Rwandais en Exil souhaite un retour rapide des réfugiés rwandais dans notre pays. Ce retour doit être cependant organisé et précédé de la mise en place de garanties suffisantes en matière politique, de sécurité et de droit à la propriété. Ces garanties sortiraient d'un dialogue entre Rwandais avec le concours de la Communauté Internationale.

6. Le Gouvernement Rwandais en Exil demande à l'ONU, à l'OUA et à toutes les Organisations humanitaires qui ont tant apporté au peuple Rwandais de l'aider à restaurer la confiance et la sécurité des Rwandais, mais aussi à calmer les esprits.

7. La Société et l'Etat Rwandais sont en crise grave. Cette dernière est caractérisée notamment par:

- a. L'échec du processus de paix d'Arusha;
- b. L'arrêt par le FPR du processus démocratique par la force des armes;
- c. Des massacres sans précédent de populations civiles, des assassinats politiques, des exécutions sommaires, des arrestations et des détentions arbitraires;
- d. Un exode massif de populations vers les pays étrangers ou leur déplacement à l'intérieur même du Rwanda;
- e. La destruction massive du patrimoine national;
- f. L'appropriation systématique de biens des réfugiés ou des personnes déplacées par des groupes comprenant des Rwandais, mais aussi des personnes étrangères; et,
- g. La présence de risques importants de destabilisation des pays de notre Sous-région.

8. C'est l'occasion pour le Gouvernement Rwandais en Exil de remercier les pays voisins qui ont accueilli avec générosité les réfugiés rwandais. Ces pays, et particulièrement le Zaïre, ont subi des dommages importants du fait de l'afflux massif des réfugiés.

9. L'absence de légitimité et de représentativité des institutions politiques mises en place au Rwanda par le FPR constitue une source importante d'instabilité. Ceci est d'autant plus vrai que sans un réel partage du pouvoir, sans constitutionnalité, sans l'instauration d'un Etat de droit et une Société civile active, tout effort pour résoudre le conflit rwandais serait vain, parce que d'autres conflits suivraient fatalement. D'où la nécessité d'une "démilitarisation politique" du Rwanda, de la promotion d'un Etat de droit et d'une véritable Société civile rwandaise.

10. Par "démilitarisation politique" du Rwanda, la Communauté Internationale en général, devraient refuser de consacrer la prise du pouvoir par la force des armes au bénéfice du FPR, et devraient mobiliser tous les moyens nécessaires pour l'avènement d'une solution politique durable qui consacre le partage du pouvoir, la démocratie et les droits de l'homme.



11. Un dialogue politique responsable constitue le passage obligé pour l'avènement d'une telle solution à laquelle devrait adhérer une grande majorité de Rwandais.

## → I. QUELQUES ASPECTS HISTORIQUES DE LA PROBLEMATIQUE RWANDAISE.

En développant un certain nombre d'aspects sociologiques et historiques du Rwanda, nous ne voulons pas "expliquer" le drame que connaît le Rwanda, car en effet, aucune explication rationnelle de ce drame ne peut être trouvée. Toutefois, une bonne compréhension de la Société Rwandaise sur les plans sociologique, historique et politique est indispensable si l'on veut contribuer à construire une nouvelle Société Rwandaise, une Société qui répondrait aux normes requises en matière de démocratie, de justice, de respect des Droits de l'Homme et de tolérance.


### 1.1. PEUPLEMENT ET MECANISMES DE DOMINATION POLITIQUE.

Le peuple rwandais se reconnaît dans ses trois composantes: les HUTU, les Tutsi et les TWA dont les rôles furent généralement différents dans la vie de la Société jusqu'à la Révolution sociale de 1959. Il est admis que ces trois ethnies qui constituent le peuple rwandais se sont introduites dans le pays par vagues successives. Les premiers occupants furent les TWA, principalement chasseurs nomades et potiers.

La seconde vague de migration fut constituée par les HUTU qui ont occupés progressivement le pays en s'adonnant principalement à l'agriculture. Au terme de cette occupation, le Rwanda offrait l'aspect d'une mosaïque de royaumes. Les TUTSI seraient arrivés au Rwanda entre le 12ème et le 15ème siècles. Peuple nomade, les TUTSI se seraient sédentarisés après plusieurs années d'occupation du territoire.

La conquête des royaumes Hutu par les Tutsi servit à justifier l'établissement des groupes héréditaires par lesquels les statuts des vainqueurs et des vaincus sont perpétrés, la groupe Tutsi adoptant l'idéologie d'inégalité ethnique qui en est le corollaire. Les rapports entre dominants et dominés trouvèrent leur cadre dans un système spécial d'asservissement appelé "UBUHAKE", destiné à justifier, stabiliser et renforcer la domination sociale, économique et politique de l'ethnie Tutsi.

Toute solution durable du problème rwandais actuel passe par la connaissance des relations qu'avaient entre-eux les trois composantes de la Société Rwandaise, tout au long de l'histoire de leur pays. Il n'y a pas de doute qu'une analyse politico-sociologique et historique fera découvrir à qui ne l'a pas encore fait qu'une des causes fondamentales du drame rwandais réside dans le fait que les trois ethnies rwandaises ont coexistés d'une manière générale, sans vraiment s'intégrer entre eux.



Sous le régime colonial allemand et belge, par le truchement de l'administration indirecte, le pouvoir et le mythe Tutsi furent renforcés, légitimant ainsi la domination d'une ethnie sur les autres. Dans l'ensemble, l'administration coloniale visa à décourager les deux autres composantes de notre Société de toute revendication politique, économique, culturelle et sociale. Ainsi les revendications sociales de ces dernières et les injustices commises à leur endroit par l'ethnie dominante minoritaire furent généralement ignorés par le pouvoir colonial. Les Eglises missionnaires y ont aussi une part de responsabilité.

La Révolution sociale de 1959 exprime la mutation sociale, la rupture provoquée et réalisée par une action du peuple pour mettre fin à la servitude. Par là, elle a marqué une fin apparemment absolue d'une période de son histoire et est devenue en même temps un commencement absolu et immédiat d'une ère nouvelle.

En tant qu'agent de rupture, la Révolution de 1959 a été initiatrice de nouvelles conditions d'existence et a fait surgir le discours caché par lequel elle exprime les changements que la vieille Société refusait de reconnaître. La République adoptée par Référendum le 25 septembre 1961 et organisé par l'O.N.U., est comme le symbole et la consécration de ces réalisations. La Révolution de 1959 est devenue ainsi le flambeau de la démocratie.

C'est en effet en date du 1er octobre 1990, que le Rwanda a été attaqué par une armée composée essentiellement de militaires de la National Resistance Army (N.R.A.), l'armée régulière ougandaise à laquelle s'était joint un certain nombre de réfugiés rwandais. Les assaillants qui se réclamaient d'un front baptisé "Front Patriotique Rwandais" étaient estimés au début à 10.000 soldats.

Assez rapidement, l'armée rwandaise a pu contenir cette attaque, puis a repris le dessus, mais l'appui massif dont le F.P.R. a continué de bénéficier de la part de certaines puissances étrangères, dont particulièrement l'Ouganda qui lui servait de base arrière, allait permettre au F.P.R. d'entreprendre des attaques de plus grande envergure; cela lui a permis de conquérir une partie du territoire rwandais.

L'ossature des forces d'agression était constituée d'éléments d'origine rwandaise, mais membres de la N.R.A.. C'est ainsi qu'ils portaient l'uniforme et l'armement de l'armée ougandaise. Le Président MUSEVENI lui-même devait le déclarer devant la presse, le 10 octobre 1990, en ces termes: "I doubt very much that the troops that are there (Rwanda) can defeat the rebel force. Some of them (the rebels) are our best people".

Sous l'intervention de l'ONU, de l'OUA et d'un certain nombre de pays, le F.P.R. devait accepter de négocier avec le Gouvernement Rwandais. Ces négociations, entrecoupées par

plusieurs violations de Cessez-le-feu par le F.P.R., ont abouti à la signature de l'Accord de paix d'Arusha en date du 4 août 1993.

Durant tout le déroulement de la guerre, il a été constaté que dans les rangs des agresseurs se trouvaient beaucoup de militaires de nationalité ougandaise, c'est-à-dire des citoyens ougandais à part entière, certains ayant la permission pour la période supposée couvrir la durée des combats.

## 1.2. DES CAUSES DU CONFLIT.

Le conflit rwandais trouve son origine dans une conjonction de plusieurs facteurs, les uns internes, les autres externes.

### a. Les velléités hégémoniques du Président MUSEVENI d'Ouganda.

US 100  
note

Sans l'appui de l'Ouganda (Base arrière, aide matérielle, financière, logistique, politique et diplomatique...), le F.P.R. n'aurait pas non seulement menacé sérieusement la paix au Rwanda, mais aussi il n'aurait pas osé violer les différents accords successifs de Cessez-le-feu. Des preuves matérielles sur l'implication de l'Ouganda dans l'agression contre le Rwanda existent; nous pouvons citer notamment des armes et des camions de transport saisis.

Le Président MUSEVENI nourrit l'ambition de constituer un empire qui pourrait fédérer son pays l'Ouganda avec le Rwanda, le Burundi et l'Est du Zaïre. Pour ce faire, il s'appuie sur des groupes ethniques minoritaires très proches, à savoir les Tutsi et les Hima dont il est issu.


Le Rwanda étant d'ores et déjà occupé par le F.P.R., le Burundi étant déstabilisé; il ne reste que le Zaïre, du moins sa partie orientale.

### b. Des enjeux géostratégiques, économiques et linguistiques inavoués.

USA?

Dans leur campagne d'agression contre le Rwanda, l'Ouganda et le F.P.R. ont bénéficié d'un appui massif de certaines puissances qui ont soit des intérêts stratégiques à défendre, soit veulent s'implanter durablement et massivement dans la sous-région. Sinon, comment expliquer que la plupart des grandes puissances anglosaxonnes n'ont ménagé aucun effort pour assurer la victoire au F.P.R.!

Le Rwanda est un petit pays pauvre, sans ressources naturelles significatives. Ce n'est donc pas ce pays qui en soi, intéresse ces grandes puissances. Le Rwanda occupe cependant une situation stratégique entre l'Afrique Centrale et Orientale et entre l'Afrique Australe et celle du Centre-Nord.



Il est ainsi situé dans une région qui abrite des pays aux immenses richesses tels le Zaïre, l'Angola et la Zambie. Si on considère leur potentiel humain, ces pays pourraient aussi constituer de grands marchés dans un avenir non lointain. ?<sup>2</sup>

La crise rwandaise a révélé un conflit linguistique sans précédent dans la sous-région. Celui-ci ~~oppose la francophonie~~ et l'anglophonie. Les Rwandais sont ainsi victimes de luttes hégémoniques et des enjeux géostratégiques qui les dépassent de loin.

Comment expliquer en effet, l'intervention des soldats américains et britanniques à Kigali (Capitale du Rwanda) au mois de juillet dernier, sans aucun mandat international? Alors que le Rwanda reste toujours sous embargo décrété par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, des quantités de matériels militaires ont été offertes au F.P.R., sans que la MINUAR puisse procéder à des contrôles comme il se doit. A quoi serviront ces matériels fournis au F.P.R. au moment où l'on a déjà proclamé la victoire militaire de ce dernier?

En effet, la revue "Executive Intelligence Review", après avoir effectué une enquête, a publié dans son numéro 33 Vol 21 du 19 août 1994, un article intitulé "The British hand behind the horror in Rwanda". Il convient de citer quelques extraits de cet article.

Ainsi, il est dit: "The annihilation of the country of Rwanda --the mass slaughter of hundreds of thousands of people, the dislocation of 5 million of its 7 million people in disease-ravaged refugee camps both inside and out the country--is the direct result of operations put into place by British intelligence. The key regional linchpin in the operation is Ugandan President Yoweri MUSEVENI, who for his own delusory motivations, has been recruited to carry out British geopolitical ambitions in the region. The policy is being case-officered by Lynda CHALKER, Minister of Overseas Development, formerly the British Colonial office".

La même revue continue plus loin en disant: "Without effective intervention to bring a halt to British geopolitical designs for the destruction of the African nation-states and depopulation of the African continent, the horrific events that have taken place in Rwanda since early April 1994, will be repeated, on a far greater scale, in country after country".

Monsieur Brian ATWOOD, Directeur de l'USAID déclarait devant le Congrès américain, en date du 26 juillet 1994, ce qui suit: "the Rwanda debacle has the potential to destabilize the entire region. The massive movement of refugees and the continuing threat of renewed civil strife could trigger similar situations in Burundi, Zaïre, and Kenya, and could spill quickly accros borders throughout the Horn (of Africa) and Central Africa".

Or, au mois de janvier 1994, c'est-à-dire après l'échec de la première tentative de mise en place des institutions politiques dans le cadre de la mise en application de l'Accord de paix d'Arusha, des experts-stratèges du Département Afrique des services de Défense britanniques qui étaient basés en Angola ont été transférés à Mulindi, quartier général du F.P.R., dans le Nord du Rwanda.

Autant d'éléments qui démontrent l'existence d'enjeux importants, particulièrement dans le chef des pays anglo-saxons, le Rwanda constituant un tremplin pour ces derniers dans le processus de leur défense et/ou leur préservation.

Cela vise nécessairement une recomposition géopolitique planifiée par certains pays sans s'assurer de la volonté des populations de la Sous-région et en violation flagrante de la Charte de l'O.U.A., en ce qui concerne particulièrement le principe de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation! La sécurité des Etats de la Sous-région risque d'être fortement compromise si le conflit rwandais ne connaissait pas rapidement de solution politique durable.

**c. L'Existence d'un nombre relativement important de réfugiés rwandais.**

En octobre 1990, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) estimait le nombre de réfugiés rwandais à environ 500.000 personnes. Ces derniers sont la conséquence de la Révolution populaire et sociale de 1959 qui a mis fin à un régime minoritaire féodo-monarchique qui avait opprimé pendant longtemps le menu peuple.

Cette révolution fut marquée par des événements sanglants, suite à une politique de violence développée par le parti politique monarchiste UNAR (dominé par la classe dirigeante Tutsi). Elle a provoqué des déplacements de Rwandais à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Ainsi prenait naissance le problème de réfugiés rwandais qui, en 1959 se comptaient à quelques milliers de personnes majoritairement d'ethnie Tutsi.

C'est suite à l'échec des attaques armées lancées, de 1960 à 1967, par ces réfugiés, que beaucoup d'autres Tutsi prirent le chemin de l'exil. Les responsables de la jeune République Rwandaise entreprirent des actions pour résoudre ce problème de réfugiés. Dans ce sens, un Ministère chargé du problème des réfugiés avait été créé. Mais malheureusement, l'intransigeance des réfugiés, leur esprit de revanche, leur refus de se réconcilier avec les autres Rwandais n'ont pas permis l'aboutissement d'une solution durable.

La guerre imposée au Rwanda par le F.P.R. à partir du 1er octobre 1990 a annihilé les efforts déployés par le Gouvernement Rwandais en vue de trouver une solution satisfaisante au problème des réfugiés rwandais. Le Rwanda avait déjà engagé des négociations avec l'Ouganda et le HCR, en vue de trouver une solution à ce problème.

L'attaque du F.P.R. montre que ce dernier ne souhaitait pas que le problème des réfugiés trouve une solution par des voies pacifiques.

**d. Les velléités de reconquête du pouvoir perdu lors de la Révolution populaire de 1959.**

La classe sociale qui a perdu le pouvoir en 1959 a toujours nourri des ambitions de reconquête par la force. Ces ambitions se sont traduites par des attaques armées successives menées contre la jeune République de 1960 à 1967. Entre 1967 et 1990, le mouvement de revanche s'est assuré de nouvelles alliances, notamment en se faisant recruter dans la guérilla de Yoweri MUSEVENI en Ouganda. L'attaque du F.P.R. du 1er octobre 1990 fut l'aboutissement d'une préparation à la guerre de revanche qui a duré 30 ans.

**1.3. L'ASSASSINAT DES PRESIDENTS HABYARIMANA Juvénal DU RWANDA et NTARYAMIRA Cyprien du BURUNDI.**

En date du 6 avril 1994 devaient périr leurs Excellences les Présidents Juvénal HABYARIMANA du Rwanda et Cyprien NTARYAMIRA du Burundi, dans un attentat contre l'avion du Président Rwandais, lequel a été touché par deux missiles alors qu'il amorçait un atterrissage à l'aéroport international de Kigali, dont la sécurité était assurée par les soldats de la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda (MINUAR).

Le Gouvernement de la République Rwandaise en Exil attribue la responsabilité de cet assassinat au F.P.R. qui possédait déjà plus de 600 soldats dans la Ville de Kigali.

Les deux Chefs d'Etat venaient de participer à une réunion au sommet des pays de la Sous-région qui, convoquée pour se pencher sur le problème politique burundais, s'est finalement attelé aux problèmes politiques rwandais. Il importe de rappeler que ladite réunion avait été convoquée par le Chef de l'Etat tanzanien, Facilitateur dans les négociations de paix d'Arusha, sous l'insistance du Président Yoweri MUSEVENI d'Ouganda et à la demande d'une délégation du Département d'Etat américain, de passage à Kampala.

L'assassinat du Président de la République, le 6 avril 1994, constitue le début d'une offensive armée du F.P.R. sur tous les fronts qui s'est généralisée dès le 7 avril. Cet assassinat a joué un rôle déterminant dans le déclenchement des massacres qui ont endeuillé le Rwanda pendant toute la guerre.

Le Gouvernement Rwandais qui fut mis en place le 9 avril 1994, c'est-à-dire trois jours après l'assassinat du Président et le déclenchement des massacres, n'a eu aucune responsabilité dans la planification et l'exécution de ces massacres qu'il regrette et qu'il n'a cessé de condamner fermement.



Au contraire, dès sa mise en place, le Gouvernement a déployé toutes ses énergies pour arrêter ce carnage. Mais, la pression de la guerre imposée par le F.P.R. sur tous les fronts était tellement forte qu'il ne restait plus suffisamment de moyens disponibles pour mettre fin à ces massacres.

Par ailleurs, il convient de souligner la responsabilité de la Communauté Internationale dans la tragédie rwandaise.

Wow! Premièrement, nous savons aujourd'hui que, non seulement l'Ouganda, mais aussi des puissances anglosaxonnes ont appuyé massivement le F.P.R. dans la préparation et la conduite de la guerre.

Deuxièmement, dès l'assassinat du Président de la République Rwandaise, et l'offensive généralisée du F.P.R., la Communauté Internationale et la MINUAR ont abandonné le Rwanda dans son isolement, alors que c'est à ce moment que celui-ci avait le plus besoin de leur assistance.

Le Gouvernement Rwandais en Exil est favorable à la mise en place d'un Tribunal international devant juger les auteurs des crimes qui ont endeuillé le Rwanda depuis le 1er octobre 1990, comme le stipule la résolution n° 918 du Conseil de Sécurité des Nations Unies. En effet, Il compte dans ses objectifs le renforcement d'un Etat de Droit au Rwanda et la mise en place, avec le concours de la Communauté Internationale, de mécanismes qui empêcheraient que des drames similaires à celui que connaît actuellement la Rwanda puissent se reproduire.

Le respect de cette résolution suppose que le tribunal en question devra juger non seulement les crimes commis dans la partie contrôlée par le Gouvernement Rwandais tout au long du déroulement de la guerre, mais aussi ceux commis dans la partie contrôlée par le F.P.R., avant et après sa "victoire militaire", ainsi que ceux commis dans la zone tampon sous le contrôle de la MINUAR.

#### 1.4. LA "VICTOIRE MILITAIRE" DU FPR ET L'EXODE DU PEUPLE RWANDAIS.

La "victoire militaire" du FPR a ouvert les yeux de la Communauté Internationale sur la vraie réalité rwandaise. Depuis le déclenchement de l'offensive du FPR, le 1er octobre 1990, le peuple a choisi son camp en laissant au FPR le terrain conquis. Les méthodes militaristes du FPR, ses nombreuses violations des Droits de l'Homme, ses massacres de populations innocentes, ont provoqué d'abord des déplacements des centaines de milliers de personnes à l'intérieur du pays.

Rappelons qu'avant l'assassinat du Président de la République le 6 avril 1994, le Rwanda comptait environ un million de personnes déplacées qui avaient fui l'avancée du FPR. Le nombre de personnes déplacées par le FPR a beaucoup grossi après cette date, du fait que celui-ci a intensifié les massacres de populations innocentes à son passage.

113

La "victoire militaire" du FPR ne pouvait qu'amplifier le mouvement de fuite de la population qui n'a trouvé le salut de survie que dans l'exil. Le nombre de réfugiés rwandais, estimé à environ 4,5 millions de personnes, constitue une première dans l'histoire récente et mérite toute l'attention de la Communauté Internationale.

Rappelons aussi qu'environ un million de personnes n'ont pas pu fuir du Rwanda, à cause soit de la fatigue soit des longues distances à parcourir. Ces personnes sont l'objet de massacres du FPR et méritent également toute l'attention de la Communauté Internationale.

## II- LES DEFIS ACTUELS DU PEUPLE RWANDAIS.

Pour survivre, le peuple Rwandais doit d'ores et déjà relever de grands défis dont les plus importants sont:

- 2.1. Le règlement de conflits qui lui sont internes;
- 2.2. Le règlement de la question des réfugiés Rwandais;
- 2.3. Le rétablissement de l'ordre constitutionnel;
- 2.4. Le renforcement des Droits de l'Homme et de la démocratie;
- 2.5. La création rapide de conditions d'un développement durable; et,
- 2.6. La reconstruction du Rwanda sous tous les aspects de la vie.

Toutefois, le Gouvernement Rwandais en Exil ne manquera pas de dire que la Société rwandaise traîne depuis des décennies, voire des siècles, une multitude de pesanteurs et de rigidités qu'il faut absolument extirper pour permettre l'éclosion d'une nouvelle Société qui donne suffisamment de place à l'imagination, à l'initiative privée, à la volonté d'entreprendre, bref à la participation de tout citoyen.

Cette action nécessite une révolution des mentalités pour un renouvellement des modes de pensée et des modes d'action des Rwandais en général. C'est le passage obligé si l'on veut vaincre les conservatismes et autres conformismes que nous relevons dans notre Société.

Cette dernière est prête à évoluer, à condition qu'elle se reconnaisse dans les objectifs qu'on lui propose, et que l'effort demandé à tous soit librement débattu et équitablement réparti. Baisser les bras et/ou ne rien faire serait condamner les Rwandais, ainsi que tous les autres peuples de notre sous-région.

Le peuple rwandais ne doit pas tomber dans la résignation, car il n'est pas victime d'une malédiction. Les Rwandais doivent se convaincre qu'ils restent et resteront maîtres de leur destin. Leur pays sera ce qu'ils auront voulu qu'il soit.

Un grand défi leur est donc posé, à savoir bâtir une nouvelle Société Rwandaise caractérisée par la solidarité, l'unité, la paix, la cohésion sociale, le progrès social et l'ouverture tous azimuts à d'autres peuples d'Afrique et du monde.

### III- DES OBJECTIFS A ATTEINDRE.

Le Rwanda est à la dérive. L'objectif de sauver et de servir la Nation et l'Etat rwandais exige que les responsables politiques Rwandais parviennent à maintenir, au sein du peuple, la volonté de vivre ensemble et surtout qu'ils suscitent la participation de tout un chacun à cet effort. Ne pas reconnaître cette réalité, et donc ne pas s'engager dans cette voie, consisterait de la non-assistance à peuple en danger.

C'est pourquoi le Gouvernement Rwandais en Exil invite solennellement la Communauté Internationale, à partager un certain nombre d'objectifs en vue de rendre au peuple rwandais sa dignité et l'aider à se réconcilier et à reconstruire son pays. Il s'agit notamment des objectifs ci-après:

- 3.1. Servir et contribuer à sauver la Nation et l'Etat Rwandais;
- 3.2. Contribuer au règlement rapide de la question des réfugiés rwandais;
- 3.3. Contribuer à donner de l'espoir au peuple rwandais en montrant à ce dernier que la situation tragique qu'il vit actuellement n'est en aucun cas définitive, car rien n'est encore perdu d'une manière définitive pour le Rwanda; et,
- 3.4. Contribuer à la réinstauration d'une véritable démocratie au Rwanda.

La question du règlement du problème des réfugiés rwandais est considérée comme une priorité absolue à laquelle tout doit être subordonnée. Cette question est beaucoup plus importante que la réalisation d'objectifs tels que la reconstruction, la croissance économique, la maîtrise de l'inflation ou la réduction des déficits public et extérieur. La résolution de ce problème constitue ainsi un investissement, à terme, hautement rentable.

Le Gouvernement du F.P.R. auquel la Communauté Internationale, le Gouvernement Rwandais en Exil et les réfugiés rwandais en général, ont demandé de donner des garanties suffisantes pour un retour des réfugiés rwandais dans leur pays en toute sécurité, pratique une politique de deux poids deux mesures. En effet, ce Gouvernement déclare vouloir le retour au Rwanda de tous les réfugiés rwandais. Mais en réalité, il n'encourage que le retour des anciens réfugiés Tutsi qui, une fois arrivés au Rwanda, s'approprient sauvagement les maisons et les terres des nouveaux réfugiés.

Il s'agit donc d'une politique de discrimination ethnique ou raciale et on voit mal comment des personnes dont les domiciles sont occupés par les tenants du pouvoir ou leurs protégés, peuvent espérer rentrer et retrouver leurs biens en toute sécurité. Déjà, des milliers de réfugiés Hutu qui se sont décidés à rentrer au Rwanda, et qui ont osé vouloir retrouver leurs maisons, ont été enlevés puis assassinés par les soldats du F.P.R., sous prétexte qu'ils étaient impliqués dans les massacres de populations civiles.

Les villes rwandaises ne sont pratiquement occupées que par d'anciens réfugiés rwandais rentrés principalement du Burundi et de l'Ouganda, mais aussi de citoyens ougandais et burundais. On parle à Kigali beaucoup plus de Swahili, d'Anglais, de Kirundi et du Kiganda que de Kinyarwanda ou de français, les deux langues officielles rwandaises.

Or, il faut reconnaître que les Rwandais ne peuvent pas sortir de la crise dans l'état où ils y sont entrés. C'est dans ce cadre que notre Gouvernement lance un appel pour que les Rwandais établissent entre eux un véritable "Contrat de progrès", un Contrat politique et social, un Contrat de solidarité pour une réconciliation nationale et une reconstruction commune de leur pays.

#### IV- DU ROLE DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE.

Sans le concours de la Communauté Internationale, le problème rwandais risque de ne pas trouver de solution durable.

Le conflit rwandais s'est notamment caractérisé par des interférences étrangères et il apparaît que des enjeux géostratégiques non-encore avoués se cachent derrière ce grave conflit. C'est pourquoi, une action responsable de la part de la Communauté Internationale est indispensable en vue de permettre l'avènement d'une solution politique issue du dialogue. Cette intervention se caractériserait principalement par la mise en application des actions suivantes:

- 4.1. ✓ Déploiement rapide d'observateurs des droits de l'homme en nombre suffisant, dans toutes les Communes rwandaises, soit un minimum de 500 personnes;
- 4.2. (7) Redéfinition du mandat de la MINUAR qui serait restructurée et redynamisée en conséquence, de manière à supprimer les faiblesses et les défaillances dont elle fait toujours preuve;
- 4.3. Organisation rapide d'un dialogue entre, d'une part, les Nations Unies, l'OUA, l'Union Européenne et les représentants des pays observateurs aux négociations de paix d'Arusha, et d'autre part, les représentants des Réfugiés rwandais dont une majorité se trouve au Zaïre en vue d'évaluer ensemble la possibilité d'une solution politique au conflit rwandais;
- 4.4. (7) Tenue d'une "Conférence internationale" sur le Rwanda qui rassemblerait des représentants des réfugiés rwandais les principaux acteurs politiques rwandais, des

*Continuité de la*

représentants de l'ONU, de l'OUA, de l'Union Européenne, et ceux des pays qui ont été "observateurs" aux négociations d'Arusha (Tanzanie).

Cette conférence qui se tiendrait dans un pays africain sur financement de la Communauté Internationale aurait pour mandat d'étudier la nature du conflit rwandais et ses conséquences sur la sécurité dans la Sous-région, en mettant un accent particulier sur le problème des réfugiés et de formuler des recommandations dont les plus pertinentes seraient mises en exécution avec la garantie de la Communauté Internationale.

La résolution du conflit rwandais nécessiterait une enquête sociologique et historique du peuple rwandais, si l'on veut aboutir à une solution durable.

- 4.5. Se référant aux recommandations émises par la Conférence Internationale sur le Rwanda, élaboration d'un plan d'action sous la responsabilité de la Communauté Internationale et sa mise en exécution.

Cette démarche devrait logiquement aboutir à:

- a. Asseoir la paix et la tranquillité dans le pays;
- b. Garantir la sécurité à tous les Rwandais, sur tout le territoire national et à l'extérieur;
- c. Rapatrier les réfugiés et les rétablir dans leurs biens;
- d. La mise en place d'un Gouvernement de large consensus et formation d'une Armée d'Union Nationale;
- e. Permettre aux citoyens rwandais de se choisir démocratiquement leurs dirigeants;
- f. Garantir l'égalité des droits et l'égalité des chances pour tous les Rwandais;
- g. Instaurer une justice sociale sans faille;
- h. Réconcilier les citoyens avec leur justice par une réforme approfondie de la magistrature;
- i. Amener les responsables politiques et administratifs à assumer la responsabilité de leurs actes (moralisation de la vie publique);
- j. Garantir la cohésion nationale et la solidarité entre les Rwandais aussi bien dans le temps que dans l'espace.

Le Gouvernement Rwandais en Exil profite de cette occasion pour lancer un appel à la Communauté Internationale pour qu'elle prenne des initiatives destinées à favoriser une solution politique durable à la crise rwandaise et à permettre aux différents peuples de notre Sous-région de vivre dans la paix et la concorde.

Le Gouvernement Rwandais en Exil lance aussi un appel pour une aide à la relance de la scolarisation des enfants des réfugiés rwandais et pour un meilleur encadrement de ces derniers. Il évalue les jeunes rwandais réfugiés à scolariser à environ 1.000.000 de personnes.

Ces centaines de milliers de jeunes rwandais ont droit à l'enseignement. Parmi eux figurent ceux du cycle primaire, ceux du cycle secondaire et ceux de l'enseignement supérieur.

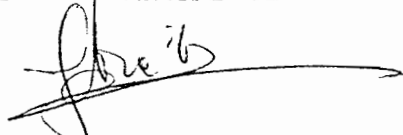
La survie des réfugiés rwandais et donc celle du Rwanda dépend en grande partie de la sauvegarde et du développement de ces ressources humaines. Ainsi, nous pensons que la Communauté Internationale pourrait prendre en charge la formation d'une partie de cette jeunesse selon des formules à convenir!

Le Gouvernement Rwandais en Exil sollicite donc la solidarité Internationale pour que cette jeunesse, qui constitue le Rwanda de demain, ne soit pas sacrifiée par l'injustice et le fait accompli.

Fait à BUKAVU (REPUBLIQUE DU ZAIRE), le 14 octobre 1994.

Pour le GOUVERNEMENT RWANDAIS EN EXIL:

Jérôme BICAMUMPAKA



Ministre des Affaires Etrangères et de la  
Coopération.



non official translation

**KIGEME DECLARATION**

We, members of the Rwandese Armed Forces,

With a view to contributing as of now to lay down the bases for hope of national reconciliation, mainly by struggling against injustice, ethnic and regional hate and all other forms of intolerance and exclusion;

Convinced that the Rwandese people will overcome extremists of all sorts;

Considering that the war has made hundreds of thousands of victims, too much material damage and displaces millions of Rwandese,

Considering that this displaced population in distress is left abandoned to itself and prey to derangement and desperation;

Considering that genocide and all other crimes against humanity decimate the Rwandese population;

Considering that the chasing of civilian and military executives, and even their physical elimination because of their opinions, continues;

Given the fact that civilian and military Rwandese intellectuals have been reduced to silence out of fear;

Given the fact that the installation of political and administrative institutions is being orchestrated in the midst of terror and that the majority of political/administrative, military and ecclesiastical authorities are only executing the injunctions of minor extremist groups out of intimidation;

Considering that all the Rwandese tragedy stems from the bloody selfishness of small extremist groups avid for power;

Considering that only those bitten by remorse due to their crimes can oppose our initiative;

After many unsuccessful discrete and informal contacts since the outbreak of hostilities in April 94;

We declare, officially this time, our firm determination to work with all the goodwill forces to struggle against ethnic/political and regional genocide. We will oppose by all means possible to that sort of crime. We denounce and condemn with the utmost energy the genocide and all the other crimes against humanity that have befallen our country;

We condemn the authorities and the media who broadcast criminal and bloody propaganda;

We reject any possible idea of partition of our country in whatever way;

We recommend immediate negotiations for the installation of Institutions and the Integration of the Armed Forces in the framework of the Arusha Peace Agreement;

We ask the Rwandese Patriotic Front to show their patriotism and stop the fighting which displaces numerous people, reinforcing their misery;

We request the international community to support the cease-fire and the negotiations among all interested parties for the implementation of the Arusha Peace Agreement. We also ask the international community to put into place an international court of justice to judge the authors of the genocide and other crimes against humanity;

We invite the members of the Rwandese Armed Forces and all the living forces of the nation to unite themselves and dissociate themselves from the authors of the genocide and other crimes, to militate for peace and national reconciliation. We call upon their sense of patriotism to transcend all cleavages and overcome the desire for division and revenge.

We, members of the Rwandese Armed Forces, together with other sons and daughters worthy of this country, have decided to continue fighting for democracy until our countrymen will be able to live, in symbiosis, a durable peace in equality and justice.

We express our sincere thanks to the international community, especially to the United Nations and the Organization of African Unity, and to all our friendly countries for their efforts in bringing peace to our dear country.

Signed at KIGEME,  
6 July 1994

BGen Léonidas RUSATIRA  
BGen Marcel GATSINZI  
Col BEM Vénant MUSONERA  
LCol Dr Frodouard MUGEMANYI  
Maj BEM Emmanuel HABYARIMANA  
Maj Gendarme Cyriaque HABYARABATUM  
Maj Alexis RWABUKWISI  
Maj Gendarme Jeanne NDAMAGE  
Maj Martin NDAMAGE

## DECLARATION DE KIGEME

Nous membres des Forces Armées Rwandaises,

En vue de contribuer d'ores et déjà à asseoir les bases d'un espoir de réconciliation nationale, notamment en combattant l'injustice, la haine ethnique et régionale et toute autre forme d'intolérance et d'exclusion:

convaincus que le peuple rwandais triomphera des extrémismes de tous bords;

Considérant que la guerre vient de faire de centaines de milliers de victimes, trop de dégâts matériels, et de déplacer des millions de rwandais;

Considérant que cette population en détresse reste abandonnée à elle-même en proie au désarroi et au désespoir;

Considérant que le génocide et tous les autres crimes contre l'humanité déciment la population rwandaise;

Considérant que la chasse aux cadres civils et militaires, voire même leur élimination physique à cause de leurs opinions se poursuit;

Etant donné que les intellectuels rwandais civils et militaires ont été réduits au silence par la terreur;

Etant donné que la mise en place des instances politico-administratives s'orchestre dans la terreur et que la majorité des autorités politico-administratives, militaires et ecclésiastiques ne fait qu'exécuter les injonctions des groupuscules extrémistes par intimidation;

Vu que toute la tragédie rwandaise émane de l'égoïsme sanguinaire des groupuscules extrémistes avides du pouvoir;

Considérant que seules les consciences rongées par les remords dus aux crimes à leur charge peuvent chercher à s'opposer à notre initiative;

Après maints contacts discrets et informels restés infructueux depuis le déclenchement des hostilités en avril 1994;

Nous déclarons, cette fois-ci officiellement, notre ferme détermination d'œuvrer avec toutes les forces de bonne volonté à lutter contre le génocide ethnico-politique et régional. Nous nous opposerons par tous les moyens à ce genre de crime. Nous dénonçons et condamnons avec la dernière énergie le génocide et tous les autres crimes contre l'humanité qui viennent de s'abattre sur notre pays;

Nous condamnons les autorités, les agents et les médias qui diffusent une propagande criminelle et sanguinaire;

Nous rejetons toute idée éventuelle de partition de notre pays de quelque manière que ce soit;

Nous recommandons des négociations immédiates pour la mise en place des Institutions et l'Intégration des Forces Armées dans le cadre de l'Accord de paix d'Arusha;

Nous demandons au Front Patriotique Rwandais de faire montre de patriotisme pour arrêter les combats qui déplacent de nombreuses populations renforçant ainsi leur misère;

Nous demandons à la Communauté Internationale de soutenir les efforts de cessez-le feu et les négociations entre toutes les parties concernées pour l'application de l'Accord de paix d'Arusha. Nous demandons à cette même Communauté Internationale de mettre sur pied un tribunal international pour juger les auteurs du génocide et des autres crimes contre l'humanité;

Nous invitons les membres des Forces Armées Rwandaises et toutes les Forces vives de la nation à s'unir et à se désolidariser des auteurs du génocide et des autres crimes, de militer pour la paix et la réconciliation nationale. Nous faisons appel à leur conscience patriotique pour transcender tous les clivages, et dépasser tout esprit divisionniste et revanchard;

Nous membres des Forces Armées Rwandaises, aux côtés des autres fils et filles dignes de ce pays, avons décidé de continuer la lutte démocratique jusqu'à ce que nos compatriotes puissent vivre, en symbiose, une paix durable dans l'égalité et la justice.

Nous remercions sincèrement la Communauté Internationale et plus spécialement, l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation de l'Unité Africaine et tous les pays amis pour tous les efforts qu'ils ne cessent de consentir pour ramener la paix dans notre cher pays.

Fait à KIGEME, le sixième jour  
du mois de Juillet de l'année de la  
concorde 1994.

Les signataires

- Le Général de Brigade Léonidas. RUEATIRA
- Le Général de Brigade Marcel GATSINZI
- Le Colonel BEM Vénant MUSONERA
- Lieutenant Colonel Médecin Frodouard MUGEMANYI
- Le Major BEM Emmanuel HABYARIMANA
- Le Major Gendarme Cyriaque HABYARIBATOMA
- Le Major Alexis RWABUKWISI
- Le Major Gendarme Jeanne NDAMAGE
- Le Major Martin NDAMAGE

## DECLARATION DE KIGEME

Nous membres des Forces Armées Rwandaises,

En vue de contribuer d'ores et déjà à asseoir les bases d'un espoir de réconciliation nationale, notamment en combattant l'injustice, la haine ethnique et régionale et toute autre forme d'intolérance et d'exclusion;

convaincus que le peuple rwandais triomphera des extrémismes de tous bords;

Considérant que la guerre vient de faire de centaines de milliers de victimes, trop de dégâts matériels, et de déplacer des millions de rwandais;

Considérant que cette population en détresse reste abandonnée à elle-même en proie au désarroi et au désespoir;

Considérant que le génocide et tous les autres crimes contre l'humanité déciment la population rwandaise;

Considérant que la chasse aux cadres civils et militaires, voire même leur élimination physique à cause de leurs opinions se poursuit;

Etant donné que les intellectuels rwandais civils et militaires ont été réduits au silence par la terreur;

Etant donné que la mise en place des instances politico-administratives s'orchestre dans la terreur et que la majorité des autorités politico-administratives, militaires et ecclésiastiques ne fait qu'exécuter les injonctions des groupuscules extrémistes par intimidation;

Vu que toute la tragédie rwandaise émane de l'égoïsme sanguinaire des groupuscules extrémistes avides du pouvoir;

Considérant que seules les consciences rongées par les remords dus aux crimes à leur charge peuvent chercher à s'opposer à notre initiative;

Après maints contacts discrets et informels restés infructueux depuis le déclenchement des hostilités en avril 94;

Nous déclarons, cette fois-ci officiellement, notre ferme détermination d'oeuvrer avec toutes les forces de bonne volonté à lutter contre le génocide ethnico-politique et régional. Nous nous opposerons par tous les moyens à ce genre de crime. Nous dénonçons et condamnons avec la dernière énergie le génocide et tous les autres crimes contre l'humanité qui viennent de s'abattre sur notre pays;

Nous condamnons les autorités, les agents et les médias qui diffusent une propagande criminelle et sanguinaire;

Nous rejetons toute idée éventuelle de partition de notre pays de quelque manière que ce soit;

Nous recommandons des négociations immédiates pour la mise en place des Institutions et l'Intégration des Forces Armées dans le cadre de l'Accord de paix d'Arusha;

Nous demandons au Front Patriotique Rwandais de faire montre de patriotisme pour arrêter les combats qui déplacent de nombreuses populations renforçant ainsi leur misère;

Nous demandons à la Communauté Internationale de soutenir les efforts de cessez-le feu et les négociations entre toutes les parties concernées pour l'application de l'Accord de paix d'Arusha. Nous demandons à cette même Communauté Internationale de mettre sur pied un tribunal international pour juger les auteurs du génocide et des autres crimes contre l'humanité;

Nous invitons les membres des Forces Armées Rwandaises et toutes les Forces vives de la nation à s'unir et à se désolidariser des auteurs du génocide et des autres crimes, de militer pour la paix et la réconciliation nationale. Nous faisons appel à leur conscience patriotique pour transcender tous les clivages, et dépasser tout esprit divisionniste et revanchard;

Nous membres des Forces Armées Rwandaises, aux côtés des autres fils et filles dignes de ce pays, avons décidé de continuer la lutte démocratique jusqu'à ce que nos compatriotes puissent vivre, en symbiose, une paix durable dans l'égalité et la justice.



Nous remercions sincèrement la Communauté Internationale et plus spécialement, l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation de l'Unité Africaine et tous les pays amis pour tous les efforts qu'ils ne cessent de consentir pour ramener la paix dans notre cher pays.

Fait à KIGEME, le sixième jour  
du mois de Juillet de l'année de la  
concorde 1994.

Les signataires

- Le Général de Brigade Léonidas. RUSATIRA
- Le Général de Brigade Marcel GATSINZI
- Le Colonel BEM Vénant MUSONERA
- Lieutenant Colonel Médecin Frodouard MUGEMANYI
- Le Major BEM Emmanuel HABYARIMANA
- Le Major Gendarme Cyriaque HABYARABATUMA
- Le Major Alexis RWABUKWISI
- Le Major Gendarme Jeanne NDAMAGE
- Le Major Martin NDAMAGE



UNAMIR MINUAR

R W A N D A

UNAMIR

194 APR 30 20 21

File. OUT FAX  
2) Government Views  
KMF 607 1/4

OUTGOING FAX

TO: DR. SALIM A. SALIM, OAU SEC. GEN., ADDIS ABABA

FAX NO: 251.1.513036

512 622  
517 844

FROM: BOOH-BOOH, UNAMIR, KIGALI

FAX NO: 1-212-963.3090 or 3097

SUBJECT: UNAMIR/OAU/TANZANIA Ceasefire proposal: Response from the Chief of Staff of the Rwandese Government Forces (RGF).

DATE: 30 APRIL 1994

MISC-461

1. You will recall that the OAU and the Facilitator requested me to submit the UNAMIR/OAU/TANZANIA ceasefire proposal drafted in Arusha on 24 April to the rwandese parties in conflict.
2. Upon my return to Kigali today, the Chief of Staff of the Rwandese Government Forces (RGF) presented me with the enclosed "observations" to our ceasefire proposal. You might note his most pertinent remarks.
3. After leaving Arusha, I continued my contacts in Nairobi and I had a hearing with President Daniel Arap Moi whose statemanship, guidance and full support in the peaceful resolution of the rwandese conflict are very much valued. I shall pursue my mediation efforts and I plan to meet with the President of Uganda in Kampala on Wednesday.
3. Regards.

UNITED NATIONS ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA

MISSION DES NATIONS UNIES POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

SRSg.

UNAMIR  
194 APR 30 22 40



MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE  
ARMÉE RWANDAISE  
ETAT-MAJOR

G3

2/4  
KIGALI, le 29 AVR. 1994

N° 0668 /G3.3.3

Son Excellence le Docteur Jacques Roger BOOH BOOH, Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies au RWANDA

KIGALI

Objet: Transmission document.

Excellence Monsieur le Représentant Spécial,

J'ai l'honneur de vous transmettre le document relatif aux commentaires et observations du Gouvernement Rwandais sur le projet d'Accord de cessez-le-feu, que vous m'avez envoyé le 26 Avril 1994.

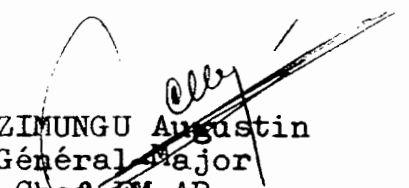
Le Gouvernement Rwandais est d'accord pour un cessez-le-feu immédiat.

Les Forces Armées Rwandaises sont solidaires à la position du Gouvernement en ce qui concerne les parties devant négocier et conclure l'Accord, à savoir le Gouvernement Rwandais et le Front Patriotique Rwandais.

Le découplage des FAR de son Gouvernement pour des buts encore inavoués N'a PAS de sens puisque le FPR est quant à lui une organisation politico-Militaire.

A ce titre, les FAR qui mèneraient les négociations seraient mandatés par le Gouvernement Rwandais.

Veuillez agréer, Excellence Monsieur le Représentant Spécial, l'assurance de ma très haute considération.

  
BIZIMUNGU Augustin  
Général Major  
Chef EM AR

C.P.I:

- Monsieur le Ministre  
de la Défense  
KIGALI

OBSERVATIONS DU GOUVERNEMENT RWANDAIS SUR LE PROJET D'ACCORD DE CESSEZ-LE-FEU ENTRE LES REPRESENTANTS DES FORCES ARMEES RWANDAISES ET CELLES DU FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS

1° Le Gouvernement Rwandais n'a aucune objection à ce que l'accord de cessez-le-feu puisse intervenir entre les deux belligérants.

Cependant, comme le Protocole d'Accord sur le cessez-le-feu doit être signé par des Représentants attitrés du Gouvernement Rwandais et du Front Patriotique Rwandais, le titre du dit accord doit être amendé pour ne parler que du Gouvernement Rwandais d'une part et du Front Patriotique d'autre part.

2° Le Gouvernement Rwandais ne partage pas l'appréciation faite par la MINUAR au sujet des événements survenus dans la nuit du 06 au 07 Avril 1994 appréciation selon laquelle c'est par un accident d'avion survenu dans des circonstances douteuses que le Chef de l'Etat aurait trouvé la mort. Au contraire, le Gouvernement Rwandais reste convaincu que l'avion présidentiel a été l'objet d'un attentat perpétré par des criminels.

3° Le projet se contente de recommander un cessez-le-feu immédiat précédé d'une trêve sans rien dire des conditions du dit cessez-le-feu. Le Gouvernement considère qu'un certain nombre de conditions doivent être arrêtées de commun accord par les deux parties et consignées dans le protocole d'Accord à signer. A ce titre, le Gouvernement préconise les conditions suivantes:

- I. Retour immédiat des deux belligérants dans leurs positions respectives antérieures à la reprise des hostilités par le FPR le 07 Avril 1994
- II. Arrêt des massacres de la population civile dans la zone contrôlée par les Forces du FPR.
- III. Retour des déplacés dans leurs biens



4/4.

IV. Retour à MULINDI du bataillon du FPR cantonné au  
CND dès lors que les Officiels qu'il était sensé  
garder ne sont plus à KIGALI.

4°. Le Gouvernement Rwandais estime que dans sa  
dimension actuelle la MINUAR ne pourrait pas contrôler et  
vérifier efficacement le respect du cessez-le-feu par les  
deux belligérants. Il recommande que l'accord de  
cessez-le-feu soit explicité quant au renforcement de la  
MINUAR dans un délai assez bref.  
S'agissant de la Commission Internationale d'enquête sur les  
tueries et les massacres survenus avant et après  
l'assassinat du Président de la République, ainsi que sur  
les circonstances de cet assassinat dont question au point  
7, le Gouvernement Rwandais n'y voit aucun inconvénient.  
Toutefois, il insiste sur la composition de cette Commission  
pour que les organismes qui ont déjà pris position sur les  
événements malheureux survenus au RWANDA s'abstiennent d'en  
faire partie.



COMMUNIQUE DE PRESSE

=====

La Présidence de la République communique ce qui suit:

1. Le Président de la République, le Général Major HABYARIMANA Juvénal a reçu en audience ce lundi 21 mars 1994, Monsieur TWAGIRAMUNGU Faustin, Premier Ministre Désigné du Gouvernement de Transition à Base Elargie. Le Premier Ministre Désigné a commenté au Chef de l'Etat, les critères qui ont abouti à la sélection des candidats ministres dont il a publié la liste sur les antennes de RADIO RWANDA, le ~~vendredi~~ 18 mars 1994.
2. Le Président de la République a informé le Premier Ministre Désigné qu'il est prêt à procéder à la nomination des ministres qui ont été choisis en concertation avec leurs partis politiques, comme le prévoit l'article 52 de l'Accord d'Arusha et à recevoir leur serment.
3. A ce titre, le Président de la République a informé le Premier Ministre Désigné qu'il a reçu le 20 mars 1994, une lettre de protestation des responsables du Parti Libéral contre la candidature proposée pour le portefeuille de Ministre de la Justice. Le Chef de l'Etat a encouragé le Premier Ministre Désigné à poursuivre ses consultations avec le Parti Libéral, en vue de lever cette équivoque et de désigner un candidat Ministre de la Justice convenu avec les Responsables de ce Parti, notamment en respectant les compromis qui ont été atteints à l'issue de la réunion du 27 février 1994 et qui consistent en la répartition des postes dévolus au Parti Libéral, dans le sens de 2 à 1 ministères à chacune des 2 tendances de ce parti, attendu que celle détenant un ministère devait présenter les candidatures à la présidence ou à la vice-présidence de l'Assemblée Nationale de Transition.
4. Le Président de la République a regretté l'attitude conflictuelle qui se dégage de l'allocution prononcée le 18 mars 1994, par le Premier Ministre Désigné lors de la publication de la liste des candidats ministres du Gouvernement de Transition à Base Elargie. Le Chef de l'Etat a encouragé à nouveau le Premier Ministre Désigné à privilégier la concertation et le dialogue, en s'abstenant de pratiquer la politique du fait accompli.
5. La Présidence de la République communique par ailleurs que le Chef de l'Etat a reçu le dimanche 20 mars 1994, la lettre de Madame le Premier Ministre Lui transmettant la liste des députés à l'Assemblée Nationale de Transition. Le Président de la République relève qu'il existe dans cette liste, des anomalies qui entravent la mise en place de l'Assemblée Nationale de Transition. Le Chef de l'Etat demande à nouveau à

6

Madame le Premier Ministre, de s'assurer que les obstacles injustifiés à l'entrée du parti C.D.R. dans l'Assemblée Nationale de Transition ont déjà été levés. Le Premier Ministre du Gouvernement de transition actuel est invité par ailleurs à s'assurer de la vraie représentation du parti P.D.I. dans l'Assemblée Nationale de Transition.

Enfin, le Président de la République rappelle à Madame le Premier Ministre que les instances judiciaires viennent de se prononcer sur certains recours en justice introduits par des candidats députés du parti M.D.R. et lui demande en conséquence de tenir en considération ces décisions judiciaires qui ont force de loi.

6. Le Président de la République est prêt à partir du jeudi 24 mars 1994, à présider les cérémonies de mise en place des institutions de la transition. Mais Il demande au Gouvernement de lever d'ici là, ces quelques obstacles qui restent. C'est là la meilleure voie pour mettre en place des institutions de transition stables, capables de s'attaquer véritablement aux défis graves auxquels le pays est confronté.

Kigali, le 21 mars 1994

Le Directeur de Cabinet  
Enoch RUHIGIRA.-





File: Press  
2) Government



THE REPUBLIC OF UGANDA

D2 KABIA

### JOINT COMMUNIQUE

His Excellency Juvenal Habyarimana, President of the Republic of Rwanda paid a one day official working visit to Uganda on 7th March 1994.

1. During his stay in Uganda President Habyarimana held cordial and fruitful discussions with President Yoweri Museveni on matters of bilateral and regional nature. The two Presidents were accompanied by their respective Ministers and other dignitaries. President Habyarimana briefed President Museveni on the current political situation in Rwanda.  
President Museveni commended President Habyarimana and through him the entire people of Rwanda for the efforts made so far in implementing the Peace Agreement between the Government of Rwanda and the Rwanda Patriotic Front signed on 4th August 1993 at Arusha, Tanzania.
2. President Museveni expressed the hope that the deadlock which has delayed the installation of the Transitional government would be overcome soon so that the long awaited era of peace, national reconciliation and economic development for the people of Rwanda and stability in the sub-region could begin.



THE REPUBLIC OF UGANDA

2

3. The two Heads of State expressed appreciation to the United Nations for its role in overseeing the implementation of the Peace Accord and renewed their call to the international community to lend both moral and material assistance to facilitate the implementation of the Peace Agreement. On his part, President Museveni reiterated his commitment to assist where possible.
4. The two Heads of State reviewed relations between their two countries, since their last meeting in September 1993. In this regard they renewed their commitment to enhancing cooperation in all fields of human endeavour. They noted that the traffic within the Northern Corridor is still badly affected by the situation in Rwanda, and that this has adversely affected the economies of the countries of the sub-region. They called for the re-opening of the transit route as soon as possible.
5. The two Presidents discussed the Rwandese refugee problem and confirmed their commitment to resolve the matter once and for all.



In this connection President Habyarimana briefed President Museveni on the difficulty faced in the return of Rwandese refugees in the North of the country. The two Presidents agreed to set up a Joint Technical Commission to work out modalities for the orderly return of refugees.

6. The two Presidents also recommended the convening of a Regional Summit to find a global solution to the problem of refugees in the region.
7. Regarding KBO, the two leaders reviewed progress made in the implementation of its projects and programmes. They reaffirmed their commitment to the objectives of KBO as a useful forum for regional cooperation and called for its strengthening.

At the end of the visit President Juvenal Habyarimana expressed his heartfelt appreciation to President Museveni, the Government and the people of Uganda for the warm reception and hospitality accorded to him and his delegation during their stay in Uganda.



THE REPUBLIC OF UGANDA

4

Done in ENTEBBE ..... this .....day of .....1994 in  
two originals in English and French Languages both texts being  
equally authentic.

H.E. YOWERI KAGUTA MUSEVENI  
PRESIDENT OF THE  
REPUBLIC OF UGANDA

H.E. JUVENAL HABYARIMANA  
PRESIDENT OF THE  
REPUBLIC OF RWANDA

**COMMUNIQUE DE LA PRIMATURE LU SUR LES**  
**ANTENNES DE RADIO RWANDA,**  
**KIGALI 1ER MARS 1994**

EN DATE DU 28 FEVRIER 1994, S'EST TENUE DE 10H30 A 15H30 DANS LES BUREAUX DES SERVICES DU PREMIER MINISTRE A KIMIHURURA UNE SEANCE DE TRAVAIL DU CONSEIL NATIONAL DE SECURITE ELARGI AU CABINET RESTREINT SOUS LA PRESIDENCE DU PREMIER MINISTRE, MADAME AGATHE UWILINGIYIMANA.

LA REUNION AVAIT POUR OBJET L'EXAMEN DE LA SITUATION PREOCCUPANTE DE LA RECRUESCENCE D'INSECURITE DANS LE PAYS EN GENERAL ET DANS LA VILLE DE KIGALI EN PARTICULIER.

LES PARTICIPANTS ONT FAIT LE POINT SUR LES RECENTS TROUBLES SOCIAUX ET LES ASSASSINATS A CARACTERE POLITIQUE QUI ONT ACCABLE LA VILLE DE KIGALI, LA ZONE DE BUTARE ET LA COMMUNE CYIMBOGO DANS LA PREFECTURE DE CYANGUGU.

APRES L'ANALYSE DES DIVERS ACTES QUI ONT FAIT REGNER L'INSECURITE CES DERNIERS JOURS, LEURS CAUSES ET LEURS CONSEQUENCES PREVISIBLES, LES PARTICIPANTS ONT ARRETE UN CERTAIN NOMBRE DE MESURES POUR RAMENER LE CALME ET GARANTIR LA SECURITE DES GENS ET DE LEURS BIENS A COURT ET A MOYEN TERME.

**POUR LE COURT TERME:**

1. METTRE EN APPLICATION LES MESURES DE SECURITE DEJA PRISES PAR LE GOUVERNEMENT NOTAMMENT DANS LA SEANCE DU CONSEIL DES MINISTRES DU 12 DECEMBRE 1993.
2. TENIR A PARTIR DE CE MARDI DES REUNIONS DE SENSIBILISATION A L'ADRESSE DES AUTORITES ADMINISTRATIVES LOCALES DE LA POPULATION, ET ENFIN DES RESPONSABLES POLITIQUES.
3. RENFORCER LES PATROUILLES CONJOINTES MINUAR/GENDARMERIE DANS LA VILLE DE KIGALI ET SES ENVIRONS.
4. ACCELERER LES ENQUETES RELATIVES AUX MEURTRES DES HOMMES POLITIQUES ET INFORMER LA POPULATION DE LEUR ETAT D'AVANCEMENT.
5. PROGRAMMER DES EMISSIONS RADIODIFFUSEES SUR LES ANTENNES NATIONALES POUR DESINTOXIQUER LA POPULATION DES INFORMATIONS TENDANCIEUSES EMANANT DES AUTRES MASS MEDIAS.

**POUR LE MOYEN ET LONG TERME:**

1. RAMASSAGE PAR LA MINUAR DES ARMES DETENUES ILLEGALEMENT PAR LA POPULATION CIVILE.
2. MENER DES ENQUETES EXHAUSTIVES SUR LES MILICES PARAMILITAIRES DE CERTAINS PARTIS POLITIQUES EN VUE DE LEUR DISSOLUTION.
3. FAIRE RESPECTER LA LOI EN GENERAL ET CELLES SUR LES PARTIS POLITIQUES ET LES MANIFESTATIONS SUR LES VOIES PUBLIQUES EN PARTICULIER.
4. ASSURER UNE PLUS GRANDE COORDINATION DES DIFFERENTS SERVICES DE SECURITE EN VUE D'UNE MEILLEURE COLLABORATION ET EFFICACITE.

LE PREMIER MINISTRE

MME AGATHE UWILINGIYIMANA.